

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PREMIERE PARTIE : LE DEVELOPPEMENT DANS LES PERSPECTIVES NORD/SUD

CHAPITRE 1 : APPROCHE CONCEPTUELLE ET CONTEXTUELLE DU DEVELOPPEMENT

CHAPITRE 2 : LE DEVELOPPEMENT EN CONTEXTE RURAL MALGACHE

DEUXIEME PARTIE : LE VECU SOCIAL EN CONTEXTE AGRO-MINIER A MORAFENO – MAROANTSETRA

CHAPITRE 3 : PAUVRETE RURALE ET SYSTEMES DE SURVIE

CHAPITRE 4 : IMPACTS SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET STRATEGIE CULTURALITAIRE

TROISIEME PARTIE : PROSPECTIVES D'OPERATIONNALISATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT

CHAPITRE 6 : PRINCIPES DE DEVELOPPEMENT A PARTIR DE LA BASE

CHAPITRE 7 : PREROGATIVES ETATIQUES ET NON ETATIQUES

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS

ANNEXES

INTRODUCTION GENERALE

Généralités

A Madagascar, le milieu rural est souvent associé avec la tradition : mode de vie traditionnel, religion traditionnelle ou même agriculture traditionnelle. En nous référant au vocabulaire de MARX¹, le milieu rural est « *traditionnel* », que ce soit au niveau du mode de production de l’existence, qu’au niveau de la superstructure.

De l’autre côté, la ville s’est vue attribuée et assimilée avec tout ce qui est « *moderne* ». Les progrès scientifiques, techniques ou culturels sont censés se trouver en ville : infrastructures de production, moyens de communication, loisirs et activités récréatives.

Pour caractériser les milieux ruraux malgaches, J .PAVAGEAU² parle d’une « *formation sociale traditionnelle avec un mode de production traditionnel et une organisation socio-économique fondée sur la parenté* ». Mais, cela ne suffit pas pour affirmer que le milieu rural est resté traditionnel. Des changements se sont opérés depuis, surtout par l’accroissement démographique et la circulation de la monnaie. Actuellement, les milieux ruraux se voient l’articulation d’un mode de production traditionnel et parcellaire.

L’argent contribue à modifier les relations sociales. Le salariat a succédé à l’entraide. Mais la place de l’argent est moins importante que celui dans les villes. En plus, les aînés sont propriétaires de la majorité des terres. Au final, le changement du monde rural reste minime comparé au changement qui s’est produit entre le milieu rural et le milieu urbain.

D’un autre coté, et dans plusieurs régions de Madagascar (Ilakaka, Vatomandry, etc.), l’extraction de minerais attire des étrangers et des Malgaches. Ces régions

¹ In ROCHER (G.), *Culture, civilisation et idéologie*, in Guy Rocher, « Introduction à la sociologie », Première partie : L’action sociale, chapitre 4, pp. 101-127. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, 3^{ème} édition, 1995

² PAVAGEAU (J.), « *Terre Malgache n° 17* », Juillet 1975

deviennent des centres de polarisation économique et un lieu d'échange des étrangers et des Malgaches. Actuellement, la migration salariale et les travaux industriels attirent beaucoup de gens vers la ville, d'où la croissance de l'exode rural. Actuellement, les 22 Régions sont « *multiculturelles* » et les populations migrent souvent définitivement. Dans leur région d'origine, les vieux et les femmes s'occupent du village et des enfants. C'est l'occasion pour les bandits de profiter de l'absence des hommes pour voler les bœufs. L'inter culturalité locale commence à perdre sa nature. La situation familiale est déséquilibrée et tend vers la fracture totale.

Choix du thème et du terrain

Nous avons choisi ce thème, à partir de nos observations empiriques, par le fait que les conditions agro minières amènent une dynamique qui transforme la configuration des réalités vécues dans notre zone de recherche, c'est-à-dire : la Commune Rurale de Morafeno – Maroantsetra. Le thème se rapporte alors à l'exploration de la dynamique des groupes humains et les changements y afférant, face aux réalités agro minières.

Problématique

Plusieurs questionnements suivent le cours de nos observations et nous avons tenté de les synthétiser. Bien sûr, cela a des relations avec les problèmes sociopolitiques et culturelles de la société malgache actuelle. Nous posons alors la question suivante : dans la perspective de l'hypermodernité, comment opérer une structuration sociale efficace, pour faire en sorte que les culturalités puissent s'accommoder des avantages des ressources disponibles, afin d'asseoir une identité apte à faire face à la mondialisation / globalisation ?

Hypothèses

- l'absence d'une politique claire, notamment concernant les données juridiques et sociales aggravent la pauvreté de la population. C'est alors un terrain privilégié pour

les travailleurs sociaux, pour appliquer leurs connaissances, mais surtout pour apporter assistance aux familles ;

- le développement rural nécessite un appui structurel (infrastructurel et superstructurel), dans l'optique d'un accompagnement ponctuel, opéré par les travailleurs sociaux.

- les travailleurs sociaux ont comme prérogatives d'initier la population au développement, dans une démarche participative et intégrante. Dans le cadre d'un terrain agro minier, avec sa dynamique d'échange et vivrière, ce genre de travail doit être étudié au préalable, pour optimiser les capacités des prestataires, conjuguées avec le potentiel de la population.

Objectifs

Notre objectif est de mener une étude socioanthropologique, sur les réalités que vivent les ruraux, devant les perspectives d'accès au bien être et à la modernité. Pour ce faire, il nous faut mettre à jours plusieurs variables et plusieurs dimensions : sociologique, politique, culturelle, économique, juridique, etc. Pour plus de précisions, nous allons présenter nos objectifs selon leur hiérarchie :

Objectifs généraux

- identifier la dynamique actuelle de la vie rurale, dans le contexte de pauvreté et de défaillance des politiques du développement ;

- identifier les impacts des absences de projets effectifs en matière de développement rural, dans les interactions et les relations villes / campagnes à Madagascar ;

- identifier les modes opératoires pour insuffler le développement, à partir des populations des collectivités décentralisées et des programmes de développement.

Objectifs spécifiques

- identifier le niveau de développement et de bien être vécu par la population, en y intégrant des analyses sur les facteurs de blocage (culturel, politique, organisationnel, etc.)
- identifier les modes de vie insufflés par la dynamique agro minière, dans le contexte interculturalitaire, avec les termes des relations que cela entraîne (relations intra groupe, intergroupes, interethniques, etc.)
- identifier, à partir des facteurs de blocage du développement, les solutions ponctuelles à apporter, dans le but de parer aux urgences (la pauvreté vécue par les populations paysannes) et aller vers le long terme, pour vulgariser et généraliser une ruralité digne dans tout Madagascar.

Méthodologie

L'individualisme méthodologique :

BOUDON (R.)³ parle d' « *effet émergent* » pour désigner le phénomène social résultant de l'agrégation des comportements individuels. Et le changement social est indéterminé puisque plusieurs systèmes d'interactions peuvent découler d'un contexte donné. Le déséquilibre de la culture agricole et l'élevage par des fléaux naturels et la limite de l'intervention des projets déclenchent une migration temporaire et définitive.

L'interactionnisme symbolique :

L'interactionnisme et la fusion relative de chaque culture peuvent s'expliquer par ce que l'école de Chicago qualifie d'assimilation des migrants qui suppose à la fois une désorganisation et une réorganisation. Il y a une relation réciproque entre les individus et des signes de ces échanges. Puis des institutions sociales et la personnalité des individus sont créées et renouvelées au cours des interactions individuelles.

³ BOUDON (R) , *La logique du Social*, Hachette, Paris, 1979

L'ethnométhodologie :

Elle suppose une approche qualitative voulant construire le social à l'échelle du petit groupe. C'est une observation scientifique portée sur des faits quotidiens très simples, permanents, devenant des comportements réflexes. Pour une régénération interculturelle, il faut une participation effective de la population cible avec le partenariat public et privé. Il s'agit d'une aide, d'information et de formation pour l'avenir des autochtones.

La documentation :

Avant d'engager notre étude sur terrain, nous avons effectué une recherche documentaire. Nous avons combiné des sources externes et internes. Ce sont des documents sonores, écrits, orales, muets et iconographiques. Nous avons consulté des ouvrages internationaux, nationaux et locaux. Notre documentation est cadrée autour de la migration, culture, visions anthropologiques et sociologiques ainsi que les documents sur la région.

Après une référence aux auteurs académiques, une lecture des ouvrages récents s'ensuit. Ainsi nous avons consulté certains documents d'organismes, des revues nationales, des médias puis du site internet.

Techniques d'enquête

L'étude qualitative se réalise par l'utilisation de quelques outils de recherche. Nous avons utilisé des entretiens directifs, semi-directifs et non directifs. La recherche est aussi réalisée par l'utilisation du focus groupe et du récit de vie. Nous avons pratiqué une observation directe et participative qui permet aisément de recueillir des données.

Techniques d'échantillonnage

Nous avons pris un échantillon qui comprend plusieurs catégories socioprofessionnelles (agriculteurs, éleveurs, prospecteurs, etc.). Mais nous allons aussi approcher les autorités traditionnelles et les leaders communautaires. L'approche des autorités étatiques doit être systématique, ne serait-ce qu'à obtenir les autorisations nécessaires aux démarches d'enquêtes. En tout, nous avons 60 individus à savoir 40 Agriculteurs, 04 Commerçants, 05 Fonctionnaires, 06 Collecteurs et 05 Autorités dont tous choisis selon un échantillonnage par quota, en fonction du nombre de la population totale.

Limites de la recherche

Cette recherche ne peut avoir un caractère exhaustif, dans la mesure où la portée théorique et pratique du recherche set en jeu. Par ailleurs, nous avons une dimension limitée de l'approche agro minière en tant que tel, dans la mesure où notre problématique n'a pu cerner que l'approche de la ruralité dans son optique unilatérale.

Enfin nous avons aussi rencontré des difficultés abstractionnelles, dans notre choix de l'échantillon, par le fait que la taille de cet élément peut toujours constituer un objet de débat, alors que notre approche a voulu être plus fidèle possible, par rapport à la réalité sur le terrain.

Mouvement global du document

Nous allons voir en premier lieu les termes théoriques sur le développement, en relation avec les réalités vécues à Morafeno – Maroantsetra. En second lieu, nous allons voir le vécu de la pauvreté dans ce milieu rural. En troisième lieu, nous allons proposer quelques pistes de réflexions dans le sens de perspectives et de prospectives de valorisation paysanne.

Première partie : Le développement dans les perspectives Nord/Sud

Dans les 50 ans à venir, 50 % de la population mondiale, pour la plupart dans les pays en voie de développement, souffriraient ainsi probablement de malnutrition et de pauvreté si les niveaux actuels de la productivité agricole ne sont pas augmentés à temps. Car jusqu'en 2050, l'humanité comptera 9 milliards d'individus, la croissance démographique ayant lieu surtout dans les pays pauvres, et où les impacts du changement climatique seraient d'ailleurs les plus graves. Les potentiels d'y étendre les surfaces arables outre la mise en cultures de nouvelles terres par la déforestation sont en plus minimaux⁴.

⁴ IIASA et FAO, 2002, cités par FAO Forestry Department, 2003

Chapitre 1 : Approche conceptuelle et contextuelle du développement

Les mécanismes décrits par les théoriciens du cercle vicieux de la pauvreté peuvent exister et occasionnellement, décrire la structure de processus réels. Des effets de démonstration sont parfois observables et peuvent entraîner de redoutables conséquences. De façons générales, il n'y a aucun doute que les modèles construits par les théoriciens du développement constituent un bloc important, dont la richesse s'est accrue avec le temps. Hors de doute également que ces modèles ont considérablement augmenté nos capacités de compréhension des processus de changement et de développement.

1.1.- Théories sur la ruralité et le développement

Nous disons à la suite du théoricien HOYOIS (G.) que l'appartenance rurale est certes multiple (la résidence, la participation sociale, le degré de socialisation et d'acculturation d'une personne ou son empreinte culturelle, l'adhésion psychologique) mais l'attache économique est un indicateur assez fiable puisque : « *la fonction de l'agriculteur est essentiellement liée à la jouissance d'une portion du sol ; il fait valoir la terre par la culture ou le pâturage. Aussi ce « terrien » est-il véritablement attaché au « terroir », il représente, au point de vue professionnel le rural à cent pourcent* »⁵.

En quelque sorte, alors, la ruralité est toujours rattachée à la terre, ou plus précisément à la propriété foncière et l'exploitation terrienne. Et nous savons qu'à Madagascar, il existe des difficultés vécues en matière d'appropriation du sol, dans la mesure où l'accès à cette dernière n'est pas réservé à tous, de même que l'optimisation de son exploitation. Il s'agit ici des termes qui relèvent essentiellement du développement, du progrès et du bien-être.

Le foncier en milieu rural est étroitement lié au progrès social et au processus de développement. Pour ROCHER (G.) le développement ou la modernisation a un sens

⁵ HOYOIS (G.), www.colophone.be/article sue la ruralité et le développement

plus englobant en tenant compte à la fois de l'industrialisation et le développement économique. En fait, « *c'est la totalité des actions entreprises pour orienter une société vers la réalisation d'un ensemble ordonné de conditions de vie collectives et individuelles, jugées désirables par rapport à certaines valeurs* »⁶.

Pour un autre auteur, PERROUX (F.) le développement est à la fois un processus et un résultat. Ainsi, « *le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global* »⁷.

Le développement est alors un faisceau de transformations qui modifie les comportements, intègre les progrès des connaissances, l'amélioration des qualifications (scolaires, académiques, professionnelles...), le savoir - faire industriel, etc.

C'est également une mutation repérable par des coefficients économiques et sociaux : la part du secteur industriel, la part des branches nouvelles, le capital employé par le travailleur, la valeur ajoutée par salarié, le nombre d'ordinateurs par habitant... le nombre d'étudiants, le nombre de chercheurs... En somme, le développement est un phénomène d'accumulation, largement irréversible et séculaire, il inclut la croissance et même des phases de crises.

1.2.- Sécurité foncière sur la productivité agricole

A Madagascar, où la pauvreté frappe surtout le milieu rural, la protection de la propriété foncière est cruciale pour le bien être des plus pauvres, dans la mesure où elle conditionne, l'amélioration de la productivité agricole à travers plusieurs démarches, d'abord comme motif d'incitation à la valorisation de la terre mais aussi comme clé d'accès au crédit et, enfin, comme moyen de stimuler la mobilité des facteurs.

⁶ ROCHER (G.), *Culture, civilisation et idéologie*, in Guy Rocher, « Introduction à la sociologie », Première partie : L'action sociale, chapitre 4, pp. 101-127. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, 3^{ème} édition, 1995

⁷ PERROUX (F) L'économie du XX^{ème} siècle, Paris PUF

Pour la grande majorité des agriculteurs malgaches, le fait de ne pas détenir des titres fonciers est une barrière insurmontable à l'accès au crédit. La protection du droit de propriété est une condition préalable à l'accès au crédit bancaire, dans la mesure où les biens immobiliers sont les principales formes de garanties exigées par les institutions financières.

D'une autre manière, sans titre foncier, les terrains n'ont pas de valeurs marchandes, par conséquent, l'insuffisance de l'immatriculation foncière empêche le développement du marché de la terre. La non fluidité du marché de la terre, avec comme corollaire le verrouillage des modes d'acquisition réduit en particulier les possibilités de transfert vers des utilisateurs plus efficaces.

La sécurité foncière ne stimule la productivité que si la protection du droit de propriété est intégrale, en d'autres termes matérialisée par des titres fonciers irrévocable et garanti par des structures juridiques adéquates. Le sou administration foncière est le principal obstacle à la promotion de la sécurité foncière. La vulgarisation de titres de propriété, se heurte en particulier à l'insuffisance des services fonciers. Actuellement, la seule alternative à l'insécurité foncière due à l'absence de titre foncier reste la décentralisation de la gestion foncière et la restructuration des services fonciers.

Chapitre 2 : Le développement en contexte rural Malgache

Malgré les possibilités offertes par les richesses naturelles de Madagascar, la majorité de la population malgache vit dans un état de pauvreté extrême. Le Malgache pauvre réside généralement en milieu rural, où il vit principalement de l'agriculture. Souvent, il n'a à sa disposition qu'une parcelle modeste qui lui permet tout juste de produire ce qu'il lui faut pour survivre. Il cultive alors en priorité le riz qui est l'élément essentiel de sa consommation et son aliment de base. A Madagascar, la pauvreté est donc avant tout un phénomène rural. Elle est principalement déterminée par la difficulté d'accès à la terre et la faiblesse de la productivité agricole. En outre, les conditions de vie quel que soit le critère choisi sont souvent plus exécrables en milieu rural qu'en milieu urbain.

2.1.- Le développement rural

2.1.1.- Le constat

En fait, Madagascar jouit de hautes potentialités géographiques exceptionnelles permettant une grande diversité de productions végétales, tropicales et tempérées. Le pays compte une superficie totale de 58 704 000 ha dont près de 8 millions d'ha de terres cultivables. La superficie physique des exploitations agricoles, estimées à 2 083 590 ha, a connu une légère augmentation de 0,9 % en 20 ans. La surface agricole potentielle pouvant se prêter aux grandes cultures, zones de pâturages ou autres grandes productions est estimée à plus de 35 millions d'ha. La place de l'agriculture dans l'économie nationale est donc prépondérante⁸.

Toutefois, l'agriculture pratiquée est traditionnelle et peu intensive, d'où le faible rendement. Les cultures vivrières qui sont dominantes, sont en majorité autoconsommées, à l'exception du riz pour les moyens et grands exploitants qui disposent d'un surplus de production. Les cultures de rente et d'exportation, destinées à la commercialisation sont en faible proportion. Entre autre, les exploitations

⁸ REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 2008 - Gouvernance responsable et développement durable,
Volume 1

sont de petites tailles (0,87 ha en moyenne) et se morcellent au gré des héritages. Certaines zones rurales connaissent une saturation foncière et font envisager des mouvements de migration.

Madagascar fait partie des 88 pays classés dans la catégorie des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV). C'est pourquoi une réelle priorité est conférée au développement du secteur agricole pour en faire un véritable moteur de la croissance économique. Le pays compte 75 % de population agricole (2005). C'est une population jeune dont 57% de moins de 20 ans en 2004 et croissante qui pourrait atteindre 27 millions d'habitants en 2020. La densité de population est encore faible, mais avec une répartition inégale sur le territoire, certaines zones étant pratiquement vides et d'autres au contraire connaissant des phénomènes de saturations foncières.

2.1.2.- Les principaux obstacles au développement

Ils concernent d'une part l'insécurité foncière due aux textes et réglementations obsolètes et inadaptés avec les nouvelles orientations. Ainsi, le droit foncier est imprécis favorisant le développement des conflits fonciers.

Ces imprécisions sont les conséquences :

- sur le plan social, de l'occupation des terres soumises à des règles coutumières complexes ;
- sur le plan administratif, de l'acquisition légale des terres assujetties à une démarche administrative longue et coûteuse à coté d'une structure administrative peu développée ;
- sur le plan culturel, d'un attachement excessif² des Malgaches à la terre au point d'une rétention foncière rigide.

D'autre part, on constate une faible augmentation de la production et amélioration de la productivité. Les acquis issus des programmes et/ou des projets de développement sont insuffisamment internalisés. Malgré le développement local de certaines techniques adaptées au contexte, l'application en reste limitée. Des

défaillances dans les systèmes d'informations, des difficultés dans la maîtrise de la santé végétale et animale, des carences dans le dispositif de vulgarisation limitent l'accès aux services et la réalisation d'une meilleure performance. Par ailleurs, l'impact de la dégradation des couvertures végétales contribue à une diminution de la fertilité du sol, entraînant une baisse constante des récoltes ou des revenus engendrés et accentuant encore plus la paupérisation.

Le niveau technique des producteurs malgaches est généralement faible. Le caractère non durable de certaines techniques de production agrave encore la situation. D'où une large majorité de paysans vivant en autosubsistance, ne mettant sur le marché que de petites quantités de produits, de qualité inadaptée au marché. D'où également un grand nombre d'éleveurs ancrés dans un système extensif.

Le système de formation rurale, surtout post scolaire, constitue un maillon faible de la chaîne des filières. Les dispositifs sont inadaptés, inégalement répartis et souffre d'une insuffisance de ressource. Les nouvelles initiatives sont encore peu connues et soutenues. Un manque de formation des techniciens pour répondre aux besoins du développement rural se ressent visiblement. Les organisations professionnelles agricoles sont faibles et manquent de moyens et de personnels qualifiés.

Les agriculteurs pratiquent surtout les cultures vivrières destinées à l'autoconsommation et q4e3q4e d'ex*0rtat50n. Les produits ne donnent lieu à aucune transformation, ni même conservation par rapport à l'abandon en période de récolte.

Dans les zones enclavées, ils sont peu disposés à l'augmentation de leur production faute de routes les connectant aux pôles consommateurs. Certaines régions productrices sont éloignées des grands centres de consommation ou des points d'exportation, ports ou aéroports. Par ailleurs, le milieu rural ne bénéficie pas assez d'adduction d'eau potable et d'infrastructure d'irrigation appropriées. L'extension des exploitations se trouve ainsi inopportun car n'apportant aucun surplus.

2.2.- Pertinence du problème au plan local

L'un des principaux déterminants de la pauvreté à Madagascar est essentiellement l'accès à la terre. En effet, le « degré » de pauvreté diminue avec la taille de l'exploitation. Alors la situation des petits agriculteurs tient avant tout à l'exiguïté des surfaces qu'ils exploitent. Le contraste entre l'étroitesse des exploitations et l'existence de vaste étendue non cultivée oblige à explorer dans quelle mesure la gouvernance foncière peut-elle affecter l'accès à la terre. Ceci indique que la gestion foncière rencontre encore des problèmes en ce moment à Madagascar. Certes, l'acuité avec laquelle se pose le problème foncier à Madagascar, tient pour une large part, à l'imprécision des législations en la matière. L'ambiguïté du droit foncier malgache née de l'ambivalence entre régime traditionnel et régime moderne entrave l'accès à la terre de diverses manières.

Aussi, si les pauvres ont d'énormes difficultés à s'approprier les terres vacantes, c'est que les procédures administratives ne leurs sont pas favorable. Officiellement, 70% du terrain relève du domaine public et la loi prévoit d'attribuer la propriété de la terre à celui qui la met en valeur⁹. Pour les paysans, une manière de conquérir de nouveaux espaces consiste à défricher une partie du domaine public. Cependant, rares sont les pauvres qui réussissent à s'accaparer légalement d'une parcelle du domaine public, en raison du coût élevé de la démarche et les longues démarches administratives.

L'insécurité provoquée par la faiblesse des capacités de l'administration foncière pousse les populations à raffermir les règles coutumières, ce qui intensifie la rétention foncière. En effet, actuellement la complexité des procédures de cadastrage, d'immatriculation ou de titrage, à laquelle s'ajoute l'insuffisance de l'information en raison du caractère centralisé de l'administration foncière, conduisent à une situation où « *l'acquisition légale des terres est le fait de quelques initiés au courant des formalités juridico - administratives* ».

⁹ REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 2005 - Lettre de politique foncière

Par ailleurs, le souci de faire développer le milieu rural de Madagascar est devenu une priorité pour l'Etat malgache. Tous les Président qui se sont succédé ont tous essayé de faire développer le milieu rural par le biais de diverses stratégies et programmes. Toutefois, il n'a pas toujours été facile de réaliser ce développement.

2.3.- Présentation globale du terrain

Les informations suivantes ont été tirées du PCD de la Commune Rurale de Morafeno, que nous avons pu consulter en 2010.

Le terrain se situe à Morafeno – Maroantsetra, qui se trouve dans le District de Maroantsetra, Région Analanjirofo. Elle est composée de quatre (04) Fokontany répartis sur une superficie de 897 km². Administrativement, la commune rurale de Morafeno est délimitée par :

- la Commune Rurale d'Ambodimanga, au Nord ;
- la Commune Rurale de Vanono Mananara Nord, au sud ;
- la Commune Rurale d'Andronondrana, à l'Ouest ;
- la Commune Rurale de Rantabe à l'Est (axe de la RN7)

En gros la commune s'éloigne à 57 km de Maroantsetra (chef lieu du district) et à 17 km de l'axe de la RN7 (Commune rurale de Rantabe).

Le dernier recensement (en 2000) a montré que le nombre de population de la commune rurale de Morafeno s'élève à 6912 personnes, pour un territoire de 897 km² de superficie, soit une densité de 11 habitants par kilomètres carré. Sur l'ensemble de la population, il apparaît une prédominance de la proportion des hommes (52%) par rapport à celle des femmes (48%). C'est une population relativement jeune, car plus de 74% de l'effectif appartient à la tranche d'âge des moins de 30 ans.

Les Betsimisaraka représentent l'ethnie principale suivis de presque toutes les autres ethnies Malgaches, notamment les Tsimihety, Sihanaka, Antandroy, Betsileo et Merina.

La commune compte aux environs de 4000 ménages avec une taille moyenne de 6 personnes par ménages.

CARTE 1 : PERSPECTIVE GLOBALE DE MAROANTSETRA



Source : PCD 2008 de le commune rurale de Morafeno

Plusieurs théoricien de développement ont su définir le développement, comme le cas de certains auteurs célèbres que nous venons de voir. Leurs point de vue sont très intéressant et surtout vraies dans le cas où la population en milieu rural est conscient de l'importance du développement sur le plan global. Dans un pays en voie de développement comme Madagascar où les milieux ruraux sont les moins avancés et que les problèmes foncier sont nombreux, il est possible voir même que les acteurs du développement (la population surtout) tentent seulement à régler les problèmes qu'ils considèrent essentiel en premier. Le problème c'est de savoir est ce qu'elle arrive à satisfaire leurs besoins fondamental pour ensuite promouvoir le développement du pays.

Deuxième partie : Le vécu social en contexte agro-minier à Morafeno – Maroantsetra

Madagascar n'est pas seulement l'un des pays les moins développés du monde actuellement, il a également un niveau de pauvreté extrêmement élevé. Selon la Banque mondiale, le revenu national brut par habitant était de 290 USD en 2005 et 68,7 pour cent de la population vivait dans la pauvreté¹⁰. Dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté du pays, le seuil de pauvreté est défini comme suit : « *Revenu nécessaire pour acheter en plus des éléments non alimentaires indispensables une ration alimentaire de 2 133 calories par jour* »¹¹.

La proportion des personnes vivant en dessous du seuil de la pauvreté à Madagascar est si élevé que cela affecte tant les zones rurales qu'urbaines. Cependant, l'écart de revenus entre les zones rurales et urbaines existe, 77 pour cent de la population rurale vivant dans la pauvreté contre 52 pour cent de la population urbaine¹².

¹⁰ **Banque mondiale**, *Pays*, mis à jour août 2006, visité le 10 avril 2007, (URL : <http://go.worldbank.org/1XJIO19Z90>)

¹¹ Idem

¹² USAID, Madagascar Overview. (March 3, 2007), <http://www.usaid.gov/pubs/cbj2002/afr/mg/>

Chapitre 3 : Pauvreté rurale et systèmes de survie

La pauvreté au sens économique est une notion à la fois facile à comprendre et difficile à définir. Elle désigne le manque ou la mauvaise qualité de ressources (naturelles, financières, immatérielles, etc.) vécu par des personnes, groupes de personnes, régions du monde, etc.

En outre, le mot possède un sens différent mais qui ne sera pas abordé dans ce chapitre s'il est utilisé dans le contexte religieux (catholique, en particulier), où la pauvreté est considérée comme la condition d'écoute optimale de Dieu et des besoins de son prochain (beaucoup d'ordres font vœu de pauvreté) et s'oppose en ce cas à la misère, condition de dénuement qui au contraire dégrade l'homme et l'empêche d'atteindre sa dimension spirituelle.

On distinguera la pauvreté de la précarité et de l'exclusion sociale, notions différentes, et dont l'apparition dans le discours politique est beaucoup plus récente. Il existe néanmoins des liens entre ces trois notions. La pauvreté est généralement considérée comme un phénomène multidimensionnel. La dimension économique est la plus fréquemment prise en compte et est décomposée en trois formes.

3.1.- La logique de survie

Les récoltes ne suffisent pas pour l'alimentation d'une famille au cours d'une année. Ce qui fait que le secteur informel connaît un développement important. Les femmes s'adonnent à de petites ventes (légumes, fruits, etc.), pour survivre et compléter les revenus. Des hommes et des femmes vont travailler au champ minier en essayant de trouver de quoi faire augmenter les revenus. Ils creusent des trous pour trouver de quartz qui est un des atouts de la localité en question mais il est mal exploité. C'est un travail dur et demande beaucoup de patiente mais faute de manque de revenu ils prennent quand même le risque. Lors de notre descente sur terrain nous avons constaté qu'il ne suffit pas seulement avoir l'envi de travailler, il faut aussi avoir des moyens (matérielles, les nourritures...). Lors de notre enquête sur le lieu 75% des gens

n'ont pas de moyen puisque les productivités agricoles sont faibles, donc ils passent un contrat avec un patron. Ce dernier leurs procure tous les besoins en retour les produits obtenus doivent être divisé un deux parties égaux après la soustraction de tous ses dépenses (riz, tabac, haricot, transport...).

TABLEAU 1 : STATISTIQUES DES OUVRIERS DE MINE (CARRIERE)

Types	Saisonnier(ers) Sous contrat	Saisonniers(ers) Sans contrat	Travailleur tout l'année	TOTAL
Hommes	25	9	10	44
Femmes	4	6	0	10
Enfants	4	1	1	6

Source : Nos propres enquêtes 2010

Etant donné que le travail est difficile les femmes (18%) et les enfants (8%) sont moins nombreux que les hommes (74%). Les ouvriers sont tous des agriculteurs dépourvu d'un titre foncier et en manque des terrains cultivables qui essaient de trouver de quoi nourrir la famille. Ils sont tous inquiet de n'est pas creuser au bon endroit car la survie de la famille dépend de l'argent obtenu par le travail. Les patrons se soucient des dépenses dans le cas où ses ouvriers ne trouvent pas des pierres de meilleur qualité et quantité. Mais comme la chance joue un rôle important dans le travail, on a constaté que beaucoup des gens n'arrivent pas à trouver de bonne pierre. Peu des gens (20%) passent toute une année à faire ce travail les restes considère ça comme un travail pour traverser les périodes de soudure et un moyen pour préparer le prochain période de culture.

Il arrive même que les femmes se chargent seules des revenus de la famille, étant donné que l'homme n'a pas d'emploi, ou encore qu'il est occupé aux travaux des champs qui parfois n'apporte pas d'argent a la famille. Il s'en suit que les stratégies de la vie au quotidien à des impacts sur la vie des enfants

La conversation ci-après prouve que les femmes sont le seul garanti de la survie de la famille étant donné que l'homme est souvent absent.

ENCADRE 1 : TRAVAIL ET VIE DE FAMILLE :

C : êtes-vous marié ? Avec combien d'enfant ?

E : mais nous avons 6 enfants

C : ils sont tous à l'école ?

E : seulement 4

C : quelle est votre activité principale ?

E : appart le travail au champ de mine ! ben rien car j'ai pas hérité des terres de mes parents.

C : vous travailler ici toute l'année ?

E : pourquoi ? mmhh !!! 9 ou 10 mois par an.

C : comment fait ta concubine pour nourrir les enfants ?

E : elle cultive du riz ; manioc et parfois saisonnière dans un collecteur des produits, avec mes enfant bien sur.

C : et toi dans tout ça ?

E : bonh !!! Quand je trouve je donne mais si non qu'est ce que je peux faire (.....)

C : si on fait la somme combien tu leurs donne dans un an ?

E : c'est difficile vous savez ? à peu près 500.000fmg (je ne sais pas...)

C : tu na pas envie de voir tes enfant et ta femme

E : bien sur !!! Tu sais ? Ce qui me fait le plus mal c'est de penser surtout à ce qu'elle fait. Mais j'essaie d'oublier si non je n'arrive pas à me concentrer.

C'est dur mais c'est le destin....ou.... !!!

C : enquêteur

E : enquêté

TABLEAU 2 : ACQUISITION DU TITRE FONCIER

Catégories	Possédant un titre de propriété	Déjà effectué la Démarche	Pense en avoir un jour	N'a aucune idée de sa nécessité
Riches	4	1	1	0
Moyens	4	8	3	0
Pauvres	1	3	13	10
Très pauvre	0	0	2	10
TOTAL	09	12	19	20

Source : Nos propres enquêtes 2010

Lors de notre enquête, 83% des personnes qui ne possèdent pas de titre foncier sont inquiètes sur leur sort (parmi les 85% de la population qui ne possède pas de titre) et n'exploitent pas suffisamment son terrain de peur de ne pas avoir la récolte à leur profit. De plus, elles vivent en permanence dans la crainte en attendant toujours un problème provenant des litiges fonciers. Ces derniers ne se règlent pas au niveau communal mais finit devant un tribunal qui engendre des dépenses exorbitantes pour les 2 parties.

3.2.- Productivité et irrigation des terres

La situation des petits exploitants agricoles est aggravée par la faiblesse de leur productivité ; non seulement, ils disposent de surfaces plus réduites, ils ont aussi une productivité plus faible. La faiblesse de leur productivité vient d'abord de ce qu'ils ne disposent pas suffisamment de terres irriguées.

Comme les Malgaches cultivent essentiellement du riz sur des grandes surfaces, le fait de disposer des terres irriguées est un facteur essentiel dans leur situation, dans la mesure où les rizières irriguées assurent une productivité plus élevée. Une estimation montre que la culture de riz sur des terres irriguées est effectivement l'un des principaux déterminants du niveau de consommation à Madagascar. Plus précisément, 1 HA supplémentaire de rizière irriguée, par rapport à la surface moyenne exploitée, correspond à 40 000 AR de dépenses de consommation supplémentaire pour l'exploitant agricole, c'est-à-dire 120% de consommation en plus par rapport au niveau de consommation minimum.

La production moyenne de paddy est environ 1 tonne à l'HA sur des terres non irriguées alors qu'elle est de 3 tonnes à l'HA sur des terres irriguées. Ce niveau de productivité plus élevé sur des terres irriguées, se traduit par le fait que, les agriculteurs propriétaires de terres irriguées ont un niveau de consommation 1,5 fois plus élevé que ceux qui possèdent des terres non irriguées.

La situation des pauvres et la structure de la pauvreté en milieu rural s'expliqueraient, donc entre autre, par l'insuffisance et la mauvaise distribution des

rizières irriguées. Chaque agriculteur ne dispose, en moyenne que 60 ares de rizières irriguées mais, les plus pauvres sont les moins lotis.

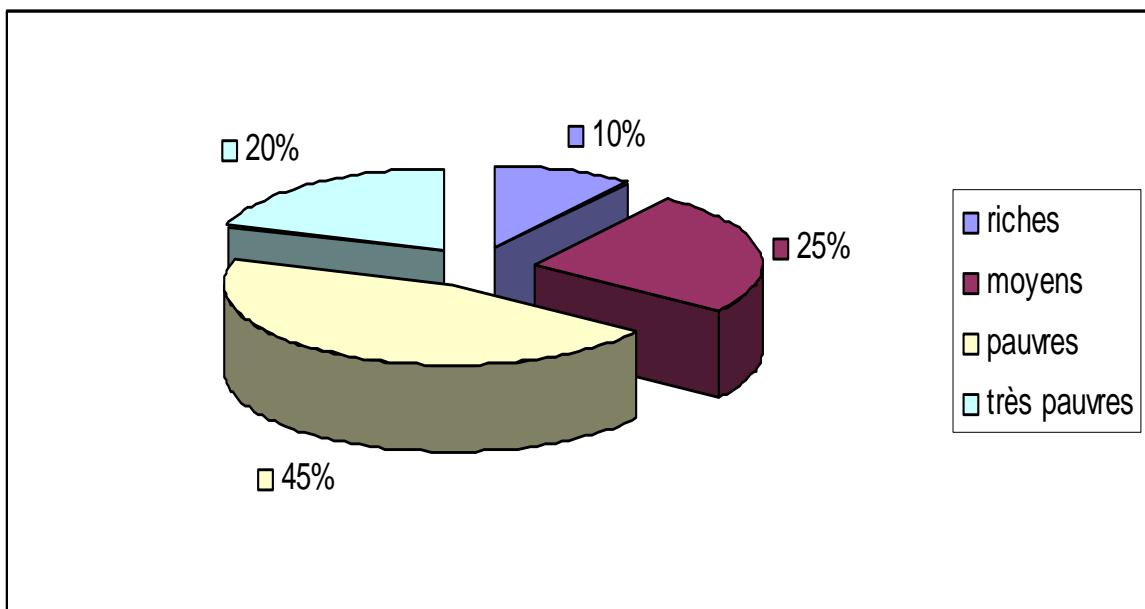
La modernité prend des allures de mythes, quand on considère le fait que l'accès à ce concept est réservé à une poignée de personnalités seulement. D'après nos enquêtés (environ 70% de notre échantillon), être riche et vivre sereinement équivaut à posséder certains produits (la télévision, la radio, etc.). Pourtant, 23% d'entre eux pensent que ces objets sont des outils qui tendent à faire en sorte que les autres membres de la société ne les considèrent pas comme des « attardés » et à la traîne par rapport à la société globale. Il y a aussi ceux qui pensent que pouvoir faire quelques choses que tout le monde accompli (assister à des concerts, faire des excursions, etc.), signifie être intégré dans la société.

Selon notre investigation, il apparaît que le budget des ménages ne couvrent pas ces éléments, que nous qualifierons de « rendrarendra » (futilités). Toutefois, nos enquêtés paraissent y accorder beaucoup d'importance. Pour certains, il s'agit de vivre le cercle vicieux de l'alcool, de la mode ou encore des modes de vie qui ne correspondent pas à ce que doit être la culture malgache, même si celle-ci doit s'ouvrir à la modernité.

3.3.- Stratification socio-économique de la population

Selon les résultats de notre enquête en ajoutant les documentations au près de la commune et quelques ménages prises comme échantillons, on peut catégoriser la population dans cette commune en 4 couches sociales: les ménages riches, les ménages moyennement riches, les ménages pauvres, les ménages très pauvres. Ces catégories sont identifiables à partir des indicateurs ou critères suivantes :

GRAPHE 1 : PROPORTION DE LA POPULATION PAR CATEGORIE SOCIALE :



Source : Nos propres enquêtes 2010

TABLEAU 3: STRATIFICATION SOCIOECONOMIQUE DE LA POPULATION

Indicateurs	Riche	Moyenne	Pauvre	Très Pauvre
1-Producteur en riz	Supérieure à la consommation de l'année	Juste pour la consommation du ménage	Suffit pour la consommation du ménage durant 4 mois	Il ne produit pas
2-Nombre de zébu	Plus de 10 têtes	4 à 10 têtes	1 à 4 têtes	Aucune
3-Propriété en terrain	Plus de 2 Ha	1 à 2 Ha	0.5 à 1 Ha (ou Métayage)	Pas de terrain
4-Durée de la période de soudure	0 Mois	Pendant 3 mois de l'année	Pendant 6 mois de l'année	Toute l'année
5-Lieu de thésaurisation	Banque ou OTIV	OTIV	Garder dans un coffret dans la maison	Aucun
6-Capacité de scolariser les enfants	Scolarise leurs enfants aux écoles privées	Scolarise leurs enfants aux écoles privées ou publiques	Scolarise leurs enfants aux écoles publiques	Ne scolarise pas leurs enfants
7-Capacité de payer des ouvriers	Tout au long de l'année	Pendant les saisons de cultures	N'engage pas des ouvriers	Ouvrier en personne
Pourcentage	10%	25%	45%	20%

Source : nos propres enquêtes, 2010

3.4.- Groupe socioprofessionnel de la population

Les secteurs d'activités existantes dans la commune a permis d'identifier cinq groupes socioprofessionnels à savoir les agriculteurs, les commerçants, les fonctionnaires, les collecteurs des produits et ceux qui pratiques les fonctions libérales.

Similaire à d'autres villages dans la côte Est malagasy, les paysans pratiquent plusieurs activités. Par conséquent les paysans s'occupent à la fois de l'agriculture, de

l'élevage, la pêche, l'artisanat avec petit commerce. Toutefois, l'élevage, l'artisanat, le commerce et le mine sont considérées comme des activités.

TABLEAU 4 : SYNTHESE SUR LES RESULTATS D'ENQUETES

N°	Activités			Revenus		Niveau d'instruction		
	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	> Ar 100.000	< Ar 100.000	primaire	secondaire	supérieur
1-10	6	3	1	10	0	10	0	0
11-20	5	5	0	8	2	5	3	2
21-30	4	2	4	5	5	4	4	2
31-40	5	3	2	4	6	2	4	4
41-50	4	4	2	9	0	8	2	0
51-60	3	3	4	6	4	9	1	0
61-70	8	2	0	7	3	7	2	1
Total	35	22	13	49	20	45	16	9

Source : enquêtes personnelles, 2010

Concernant le revenu, on a adopté une sorte de fourchette car quelque fois il est difficile de classer les revenus, cela est du aux différentes facteurs comme la saison agricole dont l'un supérieur à Ar 100 000 et l'autre inférieur à cela.

3.5.- Résultat d'enquête

D'après ce tableau, nous avons pu dégager le niveau de développement de la Commune. En fait, sur le plan d'activité, on a remarqué un déséquilibre entre les différentes secteurs d'activités, plus de 50% de la population font l'activité primaire c'est-à-dire tout ce qui concerne l'agriculture et l'élevage. Par contre, il n'y a pas d'industrie de transformation qui aide les paysans pour transformer leurs matières premières à des produits finis plus rentable et plus de coût. En plus, on a remarqué que la taille de ménage augmente sans rapport avec la surface cultivée. D'où la notion de développement est toujours superficielle, cela n'affecte même pas les différentes couches sociales.

Dans cette perspective, on peut en déduire que les forces productives doivent louer des terres s'ils veulent satisfaire leurs besoins fondamentaux. Ce phénomène revient à ce que MARX l'appelle les rapports sociaux de production.

Ensuite, il est difficile de classer le revenu mensuel de chaque ménage car selon ce que l'on a dit auparavant, plus de la moitié des gens sont cultivateurs. Certes, les cultures dépendent non seulement le climat mais aussi leur prix. Cela est variable selon la période, par exemple, pendant le « FARARANO », les paysans vendent leur production auprès des collecteurs où ses derniers se plaignent du coup du transport élevé et cherchent à négocier sur le prix. Par contre, pendant la saison de récolte, les produits tels que le manioc, patate, ... sont très abondent ce qui implique la baisse de leur prix. Alors que pendant « LE FAHAVARATRA », les produits sont presque rares. Ils contribuent à la réalisation des tâches car c'est à partir des ces produits que les paysans vont nourrir ces ouvriers agricoles. Leurs prix vont alors augmenter. Il y a plus de demande que l'offre. Bref, face à ce cercle vicieux la motivation et l'amélioration de niveau de vie de la population est difficile.

Enfin, l'origine fondamentale du problème sur l'activité et le revenu est basée sur le niveau d'instruction. Le tableau nous montre que le niveau en général est encore faible malgré l'effort des parents actuels sur la scolarisation de leurs enfants. C'est une entrave dans la commune, plus les gens sont mal éduqués, plus ils sont difficile à gouverner donc il n'y a pas beaucoup des élites autochtones qui arrivent à mener le changement ou/et la révolution au sein de la société. Par cette idée MARX souligne clairement que « le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuelle en générale ». D'où la population se caractérise toujours par le sous-développement.

Chapitre 4 : Impacts sur le développement humain et stratégie culturalitaire

L'idéologie Malgache traditionnelle n'est pas celle de l'entrepreneur. D'abord parce que les notions de consensus, de communauté et d'entraide sont privilégiées par rapport aux notions de la concurrence et de rivalité interindividuelle. Ensuite, parce que le succès est toujours un peu suspect. En réalité la mentalité paysanne est aux antipodes de celle de l'entrepreneur car elle se détourne d'une notion qui, ici, est centrale : celle l'accumulation de surplus. Il y a aussi la croyance au *tsiny* et au *tody* qui paralyse l'initiative individuelle. Elle entraîne un minimum d'action pour un minimum de risque. La conséquence c'est « *la réticence devant la répression* » des actes jugés non conformes à l'éthique (malversations, *dahalo*, corruption...). Pour terminer, il y a la peur du « *fanjakana* » omnipotent et omniprésent qui ne favorise pas le développement dans le terroir et tant aux usagers à éviter de fréquenter les bureaux de l'Etat pour le règlement de certains papiers administratifs.

4.2.- Vivre ensemble et développement du non-développement

La notion de support renvoie à une dimension essentielle de l'individu dans la mesure où elle est une condition de son existence même. Pour exister face au monde social, l'individu doit pouvoir se tenir. Dans les sociétés traditionnelles, l'individu était entièrement tenu, de l'extérieur, par ses positions dans le système social, lesquelles déterminaient ses rôles sociaux. Dans les sociétés modernes (ou urbaines) en revanche, où les positions sociales sont moins déterminées et plus flexibles, où l'individu est censé être plus autonome, capable d'autocontrôle et d'expressivité, l'individu est en quelque sorte sommé de se tenir de l'intérieur. Mais ce maintien n'est en réalité possible que s'il est en mesure de mobiliser (consciemment ou inconsciemment) un certain nombre de supports.

Dans les sociétés modernes, les droits socio-économiques et le travail libre fournissent aux individus les conditions nécessaires à leur existence en tant qu'individu. Quant à la participation organique (participation au marché du travail), source d'indépendance économique et de reconnaissance sociale, elle constitue un «

capital » propre à assurer le maintien des individus (comme en témoigne a contrario les risques de désaffiliation liés à la non-insertion sur le marché du travail).

Malgré les difficultés la société malgache est marquée par une culture qui vise à une intégration harmonieuse de tous ses membres. Elle est accueillante et tolérante. Quel que soit le niveau de vie de ceux qu'ils rencontrent, beaucoup de touristes remarquent une ouverture et une belle qualité d'accueil. Société paisible où le conflit ouvert est toujours évité, ou, lorsqu'il éclate, il peut vite mener à la violence à moins qu'on parvienne à le résoudre dans une cérémonie de réintégration. Si bien qu'on ne perçoit pas facilement les dissensions elles doivent rester cachées.

Ainsi le vivre-ensemble peut couvrir bien des mésententes.

La modernité, pour faire bref, s'introduit aisément dans cette culture ; ce fut le cas pour l'écriture, l'école, l'outil monétaire, les techniques, etc. Mais l'acquisition d'une solide compétence ne dispense pas des obligations familiales et claniques. Au sein des élites comme dans la structure familiale paysanne, le novateur est obligé de composer avec le groupe. Il peut choisir de s'éloigner ou bien rester mais en utilisant la force et l'argent pour s'imposer. Le cours libéral de la mondialisation tend à faire prédominer cette dernière attitude. Et par ailleurs, pauvreté et déscolarisation ayant déstructuré bien des familles, le nombre des jeunes, prêts à toute violence pour vivre, augmente.

4.2.- Appréciations sur l'éducation

Les défaillances dans le système d'enseignement public engendrent un très bas niveau d'éducation formelle et les problèmes de transmission des connaissances spécialisées. Concernant la propre perception des ménages, 39 % considèrent leur savoir faire général comme bon, 37 % le trouvent médiocre et 24 % le jugent insuffisant. Ces appréciations subjectives ne sont point corrélées avec l'éducation scolaire et seulement légèrement avec des formations acquises auprès des projets, car les ambitions diffèrent énormément.

TABLEAU 5: APPRECIATION SUR L'EDUCATION

capacités	Bon	Médiocre	Insuffisant	TOTAL
Ménages riches	3	1	2	06
Ménages moyens	6	12	4	15
Ménages pauvres	11	8	7	27
Ménages très pauvres	3	1	7	10

Source : Nos propres enquêtes 2010

Les plus âgés ont tendance à être plus contents que les plus jeunes probablement grâce à leurs expériences personnelles, bien qu'ils aient moins fréquenté l'école. Ainsi il y a des analphabètes qui sont bien contents avec leur savoir faire tandis qu'un villageois ayant obtenu le BEPC et reçu de nombreuses formations par différents projets juge ses connaissances encore largement incomplètes.

TABLEAU 6 : INTERET SUR L'AMELIORATION DES CONNAISSANCES :

Sexes	Agriculture	Langues	Nutrition	Santé	Charpenterie
Masculin	24	4	0	0	6
Féminin	12	15	7	6	0
TOTAL	36	19	7	6	6

Nos propres enquêtes 2010

Quand nous leur avons demandé dans quels domaines ils aimeraient approfondir leurs connaissances, 76 % parlent d'abord de l'agriculture, car ils constatent que vu la baisse de la fertilité de sol, les techniques traditionnelles ne suffisent plus à assurer des rendements satisfaisants, d'autant plus que le brûlis est interdit. Le désir de 32 % d'apprendre le français est sûrement dû à la présence des vazaha ou étrangers. L'intérêt, surtout des femmes, pour la nutrition (13 %) et la santé (11 %) résulte probablement aussi des sensibilisations antérieures, tandis que la menuiserie charpenterie attire les hommes (11 %) comme nouvelle source de revenu et pour améliorer leurs propres habitations.

4.3.- Les accès et activité les plus importants

L’analyse de la façon dont les ménages assurent la satisfaction de leurs besoins fondamentaux montre que les éléments provenant de l’économie de marché gagnent de l’importance vis-à-vis de ce que les villageois arrivent à fournir par la mise en valeur directe des ressources naturelles, humaines et sociales. Les postes de dépenses les plus souvent mentionnés sont l’achat de riz (87 % des enquêtés), les PPN, tels le pétrole, le sel et le sucre (79 %), ainsi que d’autres denrées alimentaires (47 %) avant l’engagement de salariés (18 %), les obligations sociales et religieuses (16 %), les habits (16 %) et les médicaments.

Les villageois ne sont donc plus autosuffisants et leur subsistance dépend de plus en plus des revenus monétaires, obtenus par la vente des produits de rente ou des activités non-agricoles. Mais faute d’informations, de connaissances et de moyens, leurs échanges avec le monde externe ne se réalisent pas entre partenaires égaux ; ce qui se reflète le plus évidemment dans la situation défavorisée des producteurs dans les filières de commercialisation.

4.3.1.- Le budget des ménages

Le budget de la majorité, soit 90% et plus des enquêtés, est annuellement déficitaire. Les dépenses des ménages excèdent leur revenu disponible. Ceci est du à la non diversification des activités rémunératrice (toutes les activités sont liées seulement à la terre) et à des dépenses « ostentatoire ». L’argent tiré du travail va être divisé sur douze mois. Elle est loin d’être suffisant car ne dure qu’environ 7 mois au maximum.

Les ruraux trouvent une difficulté dans la gestion de leur budget. D’après les informations recueillies c’est la nourriture qui pose plus de problème. La production rizicole ne peut garantir un an, malgré le climat, la pédologie du sol, les potentialités de la région en matière vivrière. Cependant il est plutôt question ici de bien savoir qu’est ce qu’on doit faire de l’argent obtenu.

4.3.2.- Absence de participation populaire

La création d'un groupement présente des aspects positifs considérables en matière de développement. Pour les paysans toute sorte d'association doit être dotée d'une force qui, permet d'affronter les intervenants extérieurs. Elle est aussi créée pour pouvoir travailler plus vite, faire ensemble des travaux qu'un individu isolé ne pourrait pas réaliser, acquérir des matériaux qui échappent au pouvoir d'achat d'un individu isolé, c'est enfin pour trouver une solution à certains problèmes qui touchent l'ensemble de la collectivité.

Pour les responsables de développement rural : Le groupement allège les tâches de l'assistance technique par société d'encadrement, limite les risques pris par ces derniers, surtout en matière de crédits. Bref, c'est pour obtenir la modernisation rapide de l'agriculture de l'intensification de la production.

Les travailleurs et leurs syndicats jouent un rôle très important, encore que souvent ignoré dans la réduction de la pauvreté et le développement agricole. Leur contribution à la durabilité et de la sûreté de production est pratiquement inexploitée. Dans cette collectivité les syndicats des cultivateurs ne sont pas influents. Les gens ignorent les avantages qu'ils peuvent en tirer. D'ailleurs les associations dites paysannes n'ont comme membre que des notables locaux. Les vrais éléments pauvres n'ont jamais été compris, considérés comme membre. Ces derniers ne sont que la masse silencieuse des Assemblées Générales du *Fokonolona*.

ENCADRE 1 : ASSOCIATIONS ET IDEOLOGIES

C : Êtes-vous membre d'une association ou participez-vous aux activités d'une association ?

E : Jusqu'à maintenant je n'ai pas encore adhéré à une quelconque association...que se soit une association publique, ou une de ces ONG...non, pas encore...ni une association politique...mais avant, il y a longtemps, 4 ans je crois, il y avait une association au...au...au, j'étais entré mais à bien y réfléchir c'était une perte de temps

C : C'était quel genre d'association ?

E : Une association de jeunes... [...]. En fait les dirigeants de l'association voulaient nous dominer... Moi j'avais mon projet en accord avec ce qu'exigeait l'association, de plus j'étais motivé et ils avaient vu aussi qu'il y avait beaucoup de choses qu'on pouvait faire, mais après il y avait une sorte de volonté de domination alors je suis parti.

C : Donc, ce sont les dirigeants qui vous ont déçu ?

E : C'est exactement ça, ils m'ont déçu... En fait, ils ne pensaient qu'à leurs intérêts... à leurs intérêts personnels... [...].

C : chercheur

E : Enquête

Source : nos propres enquêtes, 2009

Toute association n'est pas mauvaise en soi c'est un profit pour les individus et les localités touchées, ce sont les finalités politico -Idéologiques que nous avons à remettre en question dans la mesure où la prolifération des Association à Madagascar est devenu une sorte de paravent Idéologique qui nous cache les vrais problèmes. Il faut plutôt développer les pourcentages de production que les associations.

ENCADRE 2: DIMENSIONS ASSOCIATIVES

C : Que pensez-vous des actions des différentes associations dans votre localité ?

E : C'est comme les gens un peu en haut, les s..., ceux qui sont capricieux [rires] !

C : Qui ont une association ?

E : Oui, qui sont membres d'une association, les capricieux !

C : Et vous n'avez pas adhéré ?.

E : On ne peut pas y adhérer parce qu'ils sont trop capricieux [rires] et alors ils nous considèrent comme rien nous qui sommes... [rire] !

C : Bien que vous soyez dans la même localité ?

E : Même localité mais la pensée ne se ressemble pas.

C : chercheur

E : Enquête

Source : nos propres enquêtes, 2009

Nous voyons par ce récit la dimension perceptive inégalitaire de chaque individu, concernant les associations. En réalité, il faudrait en premier lieu ôter de l'esprit des gens les perceptions inégalitaires qui ont trait aux complexes de supériorité ou d'infériorité. Ce qui constitue une tâche primordiale des travailleurs sociaux, dans la mesure où il faut opérer impérativement une action de changement de mentalité et de conscientisation, pour permettre aux gens de se rendre compte des blocages à leur épanouissement.

4.4.- La dimension de genre

Etant données les tabous, les interdits, les pratiques au cours de la vie quotidienne, les femmes rencontrent plus de problèmes, à cause du fait que d'une part, elles doivent satisfaire les besoins conjugaux, mais d'autre part, elles sont seules à prendre les responsabilités sur les conséquences des pratiques. Par ailleurs, la charge

domestique est plus prépondérante dans la dimension féminine que masculine. Il existe alors à ce niveau une lacune d'ordre sociologique et éducationnelle, dans la mesure où, une meilleure instruction et des appuis cognitifs constituent les meilleures bases en matière de promotion de genre.

Mais comme l'accès à l'école n'est pas l'apanage de tout le monde. Nous avons comme conséquence, une forme de soumission systématique de la gente féminine, dans les perceptions traditionnelles et le respect des coutumes. Ce qui n'est pas toujours avantageux pour le développement.

4.4.1.- Formes d'inégalités sexuées au sein du ménage

Parmi les différentes formes d'inégalités sexuées qui pourraient être analysées, nous en avons retenu deux qui nous semblent être les plus discriminantes, à savoir celle relative à l'allocation du temps et celle concernant la répartition du capital humain.

L'allocation de temps entre tâches domestiques et activités productives est la forme d'inégalité la plus marquée dans les relations de genre. Elle affecte ce que l'on peut définir comme le « capital temps » des femmes, c'est à dire la façon dont la globalité du temps disponible est allouée à travers le cycle de vie. Cette allocation est retracée sur le court terme par les budgets temps qui montrent comment le temps est alloué entre différentes activités.

Il est certain qu'en raison des obligations naturelles (fécondité) ou sociales (travaux domestiques, obligations collectives, etc.) hommes et femmes ne rencontrent pas les mêmes contraintes au même moment pendant leur cycle de vie.

4.4.2.- Position stratégique du genre féminine

Les femmes ont une manière spécifique de gérer à la fois, dans un temps morcelé le productif et le reproductif parce qu'elles interviennent majoritairement dans les activités pour subvenir aux besoins de la famille, tout en jouant un rôle central dans la production et dans la reproduction des liens sociaux. Les activités des femmes

populaires concernent à la fois. La gestion du foyer, la répartition du budget et des ressources, la gestion du patrimoine individuel et commun dans les ménages.

Elles ne suivent pas une logique qui est liée seulement à l'augmentation des revenus mais elles participent à plusieurs logiques qui peuvent répondre à des besoins individuels ou collectifs. Ainsi les femmes sont au centre de la cohésion sociale.

Dans les rapports de production et d'échanges, les femmes montrent des capacités relationnelles, elles privilégident la création et le maintien de relations multiples. Les femmes ont une place centrale dans les pratiques que les acteurs populaires, utilisent afin de préserver les relations en nourrissant du *fihavanana* (*parenté élargie*). La participation aux obligations familiales (*adidy*) et sociales, et plus récemment la participation des gens dans le cadre des groupements de base sont attribuer prioritairement aux femmes. Les femmes prennent le rôle principal dans leur accomplissement.

4.4-3 Travail des enfants

La pauvreté inclus le non jouissance des droits des enfants (accès à l'éducation, aux jeux, aux soins). Les enfants ne bénéficient pas des journées de repos. Après l'école ils vont aux champs pour chercher de manioc, banane, bois de réchauffage.ect Certains vont au champ de mine durant les week-ends pour aider leur parents. Durant la saison de culture ils sont obligés de travailler dure du début jusqu'à la fin.

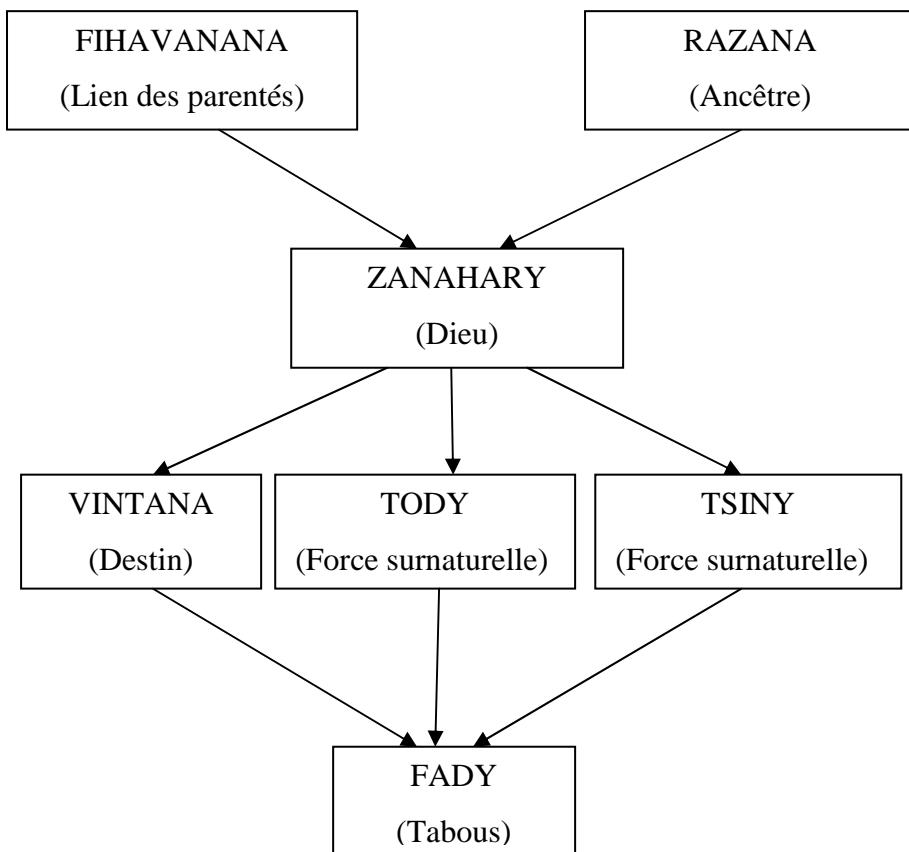
Chapitre 5 : Les politiques de développement en contexte rural

Depuis longtemps, les approches du développement se sont toujours effectuées par l'intermédiaire d'une dimension exogène, c'est-à-dire sans rapport direct avec les aspirations populaires. Cela devient plus flagrant, quand on y réfléchit sur la base de l'approche participative, mais dont les prérogatives sont affichées dans un cadre de « routine », bref, dans une dynamique de recherche de financement et de présentation de dossiers. Dans ce cas, les projets initiés par l'Etat sont instrumentés par les organismes, et les bénéfices sensés revenir à la population locale ne sont pas vraiment visibles (ou inexistantes).

5.1.- Les valeurs communes partagées par la population

Il existe dans cette commune un substrat culturel commun pour toutes les ethnies qui y cohabitent.

GRAPHE 1 : LES VALEURS PARTAGEES



Source : nos propres enquêtes 2010

Cette population partage un fonds commun, à savoir :

- Le *fihavanana* (*havana* = parents, lien de parenté, relation de bon voisinage) : elle englobe la personnalité de base de tous les malgaches, la relation de l'individu avec les autres membres de la société et elle renvoie aussi à un système d'obligation (d'où les fameux *adidy*) auxquels l'individu ne peut se soustraire.
- Le culte des ancêtres (*razana*), considérés comme sources de vie et de bénédiction, garants de la transmission et de la continuité de la vie, ils sont censés assurer la protection des vivants.
- La reconnaissance de l'existence de Dieu (*Zanahary* ou *Andriamanitra*) maître de la vie et du destin.
- La croyance au destin (*vintana*) qui influe sur la vie de chaque individu.
- La croyance au *tsiny* et au *tody*, c'est-à-dire un système de sanction naturel et surnaturel qui servent de balise aux activités de l'homme.
- La croyance au *fady*, considérés comme des éléments régulateurs de la vie sociale.

5.2.- La modernité

La mondialisation et l'arrivée des technologies n'épargnent pas la commune. En effet, la majorité de la population n'a pas encore l'électricité chez eux mais elles sont quand même des utilisatrices de téléphone mobile.

Toutefois, son utilisation reste limitée à cause de l'analphabétisme. L'utilisateur se contente tout simplement d'effectuer des appels et ne peut pas utiliser les autres fonctionnalités comme l'envoi de message par texte.

5.3.- La hiérarchie

5.3.1.- La parenté et la hiérarchie familiale

La hiérarchie instituée au niveau de la parenté et de la famille est le point de départ et la base de l'organisation sociale dans la société malgache traditionnelle.

Dans cette commune, les personnes âgées (*zokiolona*) occupent encore une place importante dans le lignage et l'administration car on fait toujours appel à eux avant de prendre une décision et c'est par leur intermédiaire qu'on diffuse les informations.

Au niveau de la famille restreinte, l'autorité est dévolue au père de famille. Il faut mentionner aussi l'aîné parce qu'il est considéré comme le pilier de la famille.

5.3.2.- Hiérarchie politique et hiérarchie sociale

Les personnes qui possèdent le pouvoir dans cette commune sont :

- L'Etat représenté par la Mairie, les autorités locales et la gendarmerie Nationale, cette dernière représente l'ordre. Ceux sont eux qui prennent des décisions au profit de la communauté. Ils représentent la population à l'extérieur de la commune.
- Le *Fokonolona* dont l'ordonnance N°62 - 004 en date du 24 juillet 1962 fixe les attributions, les responsabilités et les pouvoirs, comporte une ou plusieurs communautés de personnes vivant dans une portion de territoire national appelé *Fokontany*, il est doté d'une personnalité morale ; délibérant en assemblée générale, il constitue « une collectivité territoriale décentralisée ». Il élabore à la majorité de ses membres (et non à l'unanimité) des *dina*, ou convention collectives pour les travaux à entreprendre ainsi que leurs modalités.

5.4.- La structure mentale

La mentalité, que ce soit celle des paysans, des divers personnels ou responsables, tient un rôle important pour le développement des localités étudiées. Elle peut être la base de l'évolution ou du retard d'une communauté ou d'une population. Mais elle est également sous l'influence de la culture, de la civilisation, des coutumes ou des traditions qui ont souvent dominé et parcouru toute la vie de ces diverses entités. On peut dire, selon notre enquête, que les ruraux demeurant « en retard » et « traditionnelle ». Pourtant, il y a quand même ceux qui sont attirés par la modernité et ont pu changer quelques points de vue de ce monde actuel.

Concernant à la structure mentale, nous allons voir au cours de ce paragraphe, la mise en évidence de la relation « Fokonolona et Association », d'une part, et l'articulation de la transformation sociale avec transformation psychologique des paysans, d'autre part.

Comme dans le reste du monde, les objectifs du développement rural à Madagascar sont d'aider à assurer la sécurité alimentaire, à promouvoir la connaissance et à faire reculer la pauvreté surtout en milieu rural, tout améliorer les niveaux de vie, à garantir l'utilisation durable des ressources naturelles. A ce propos nous devons savoir à faire et à mesure que toute les potentialités économique minières et sociale sont perçues dans le milieu rural. Il faut une campagne de sensibilisation et de conscientisation des gents protéger le nature en arrêtent les exploitations illicites d'une part et de l'exploitation régulière des richesses naturelles en favorisant ensuite les conditions de vie de la population locale en autre part.

Troisième partie : Prospectives d'opérationnalisation des projets de développement

Les recherches antérieures concernant les théories sur la société se sont vues être vérifiées, quand bien même ce soit en partie. Pour notre part, nous avons en tête les théories et visions de MARX (K)¹³ à propos de la société entant qu'entité dynamique. Il affirme qu'à son époque, les philosophies n'ont fait qu'interpréter les faits mais ce qui importe est de changer la société humaine. A la suite d'une telle perspective, et sans vouloir intégrer l'optique idéologique de sa philosophie, nous cherchons à insuffler une façon plus efficiente pour développer la ruralité.

¹³In ROCHER (G), culture, civilisation et idéologie, in Guy Rocher, « Introduction à la sociologie », Première partie : L'action sociale, chapitre 4, pp. 101-127. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, 3^{ème} édition, 1995

Chapitre 6 : Principes de développement à partir de la base

6.1.- Forces et faiblesses

La principale force de ce terroir réside dans le fait que les terres sont fertiles sans procéder à l'utilisation d'engrais chimiques. Par ailleurs des surfaces à perte de vue sont encore inexploitées même si elles sont tout à fait cultivables. L'exploitation de ces terres peut contribuer à l'augmentation de la production du terroir.

Cependant, malgré la présence de surface non exploitée le besoin en terre de la population se fait encore ressentir. Surtout pour le cas des migrants dont la disponibilité des terres ne sont pas à volonté même s'ils sont en mesure de les produire.

Par ailleurs, on peut procéder à toutes sortes de culture sur ces terres surtout pour la culture du riz aliment de base des Malgaches très important pour assurer une sécurité alimentaire de toute la population et très rentable en ce qui concerne sa commercialisation et la culture des maniocs et des maïs aliments de substitution du riz qui permettent d'éviter la population de mourir de faim pendant les périodes de soudure et d'arrondir les fins de mois des ménages. Mais il y aussi l'existence des cultures d'exportation à savoir : vanille, girofle et café ainsi que le Vatosoa (quartz). Cette diversification de production facilite la survie de la population face aux imprévus qui contribue à la réduction de la pauvreté.

Le premier handicap de ce terroir qui constitue sa plus grande faiblesse est l'insécurité foncière généralisée. Certes, faute de régulation foncière communautaire et en raison de la lourdeur des procédures administratives foncières, le sentiment d'insécurité foncier est omniprésent sur le terroir. De plus, l'écart entre surfaces cultivées et surfaces cultivables est très flagrant et est le témoin de la mauvaise gestion foncière dans cette commune. Alors que la sécurisation foncière est un préalable à de nombreuses actions tendant en particulier vers une gestion pérenne des aménagements hydro agricoles. Par conséquent, l'absence d'infrastructure d'irrigation, d'infrastructure routière constitue également une faiblesse de cette commune. Les agriculteurs ne peuvent pas maîtriser l'eau qui arrose leurs rizières malgré la présence d'une grande

rivière qui traverse la commune et qui est en mesure d'irriguer toutes les rizières de la commune. Ils sont dans l'obligation d'attendre l'arrivée des pluies avant de commencer tous travaux sur leurs rizières. Donc, leurs productions dépendent essentiellement de l'abondance de la pluie avec ses impacts négatifs qui font diminuer aussi la production. Ensuite l'évacuation des produits générateurs des revenus de la commune rend difficile leurs commercialisations et entraîne une baisse de prix. Alors que ce dernier pourrait aider financièrement la population. Les vendeurs se contentent du prix fixé par les acheteurs sur le lieu qui est deux fois plus bas et accepte les manipulations au cours du pesage.

Concernant le quartz, il y a des chinois qui sont venues s'installer au niveau de la commune pour acheter des pierres. Mais ils se plaignent du mauvais état d'infrastructure routière et tendent à acheter à un prix très bas. Ils tentent aussi de manipuler les ouvriers vendeurs des pierres (ils disent qu'ils ne comprennent pas la langue malgache). La conséquence est le recours des ouvriers auprès des collecteurs malgaches. Ce derniers jouent les rôles d'intermédiaire entre le grand patron et l'ouvrier et auront plus de profit que les ouvriers eux-mêmes.

La vente du quartz peut s'effectuer sur le village de Rantabe (sur l'axe de la RN5). Dans ce village il y a beaucoup des chinois qui achètent à un bon prix. Mais faute de l'infrastructure routière, la peur de se retrouver en face des VAZAHAs (étrangers) et surtout à cause de l'analphabétisme, les ouvriers préfèrent vendre leurs pierres aux collecteurs locaux.

Nul n'ignore que, depuis un certain temps, la monétarisation de la vie quotidienne a pris de l'ampleur à Madagascar et la commune n'en est pas épargnée. Il y a d'un côté une minorité de nantis dont la plupart sont des nouveaux riches qui utilisent leur argent pour servir uniquement leurs intérêts et de l'autre la grande masse acculée au problème de survie. En outre, d'autres personnes recourent sciemment à la corruption pour éviter les contraintes imposées au public et préfèrent payer le surcoût de la prestation, en accord avec le responsable concerné.

Ce qui est vraiment grave, c'est qu'il y a une démobilisation presque générale face à ce phénomène : « la corruption pervertit les règles économiques élémentaires. Elle décourage les initiatives, elle provoque la frustration dans tout acte de production.

On se demande à quoi bon travailler, chercher une promotion par le mérite, avoir des idées, quand on sait que la richesse créée sera détournée. Et combien sont-ils les investisseurs (tant locaux qu'étrangers) qui ont abandonné leurs projets pour avoir été plumés à chaque échelon de la hiérarchie administrative?»¹⁴

6.2.- Les opportunités et les menaces

D'une manière générale, l'ouverture au commerce international, s'il est bien maîtrisé est un créneau pour tous les producteurs malgache notamment pour les agriculteurs qui désirent commercialiser sa production par le biais de la constitution d'ensemble régionaux tels que SADC, COMESA et COI qui sont certainement des facteurs favorables au développement du secteur agricole. Et ce terroir possède les atouts pour pouvoir subvenir au besoin de ce marché international même si les règles du commerce international sont plutôt contraignantes (normes, traçabilité).

Il est tout à fait envisageable de transformer radicalement le secteur productif du terroir de sorte qu'il soit capable de fournir des produits agricoles et miniers adaptés aux besoins des marchés intérieur et extérieur. Les ménages pourront donc se transformer en exploitations familiales viables et développables, des agriculteurs audacieux, des coopératives de business florissantes, des produits agricoles labellisés et de renommée pour devenir un véritable grenier pour tout Madagascar et l'enthousiasme de la population ne manque pas.

Cependant quelques menaces sont aussi à prendre en considération sous peine de compromettre les actions entreprises ou à entreprendre. Ainsi, l'expansion démographique très rapide, avec un taux de 2,8% par an, reste à maîtriser surtout en milieu rural. La dégradation de l'environnement, en affectant les ressources en sol, en eau et en biodiversité ainsi que l'anormalité des conditions d'achat des produits d'exportation et l'immobilisation des paysans doivent être enrayer.

Les effets des changements climatiques commencent à se ressentir: augmentation de la température moyenne, rapprochement des cycles de sécheresse,

¹⁴ ANDRIAMBELOMIADANA. (R.), Libéralisme et développement à Madagascar, 1992

augmentation de la fréquence des cyclones, augmentation de la violence des pluies et des inondations, entraînant diverses perturbations dans les systèmes de production.

Par ailleurs, les programmes adoptés par l'Etat sont complexes et demandent des ressources financières et humaines qui n'existent pas toujours, pour lesquelles l'obtention ou la mobilisation des financements prend du temps et retardent la réalisation des projets en milieu rural.

Certains facteurs bloquants ne sont pas encore levés et de nombreux facteurs limitant entravent encore l'économie d'agricole dont : une agriculture encore peu développée par manque d'opérateurs, de techniciens ou de spécialistes ; une offre de formation professionnelle très insuffisante et une absence de politique de formation professionnelle adaptée au monde rural ; des disciplines de qualité de production encore très peu répandue.

Chapitre 7 : Prérogatives étatiques et non étatiques

7.1.- Mode de participation à la gestion des biens locaux

7.1.1.- La participation outil de base du développement

Le développement suppose la création des conditions qui améliorent et renforcent les aptitudes des individus et l'épanouissement de leur personnalité, par l'élargissement des choix offerts à toutes les personnes qui constituent la société.

La participation peut être définie comme la contribution d'un individu ou d'un groupe d'individus à la définition d'un objectif et à la mise en œuvre des moyens permettant de l'atteindre. Elle est le reflet du rôle que les différents acteurs devraient jouer dans tous les domaines de la vie en tant qu'individus et / ou en tant que groupes.

La participation est à placer, pour ce qui est de ses résultats, sur un itinéraire de responsabilisation et d'interdépendance ; c'est donc un processus qui est constitué par plusieurs paliers. Les deux premiers paliers (amélioration de l'efficience et partage des coûts avec la population desservie) font référence à une certaine forme de participation, conçue comme une mobilisation de la main - d'œuvre locale. Mais participer c'est prendre part aux efforts, mais aussi aux décisions et aux fruits procurés par ces efforts. Ce qui implique un processus d'écoute et d'accompagnement de formation et d'information. Ces conditions permettent d'atteindre progressivement trois autres paliers : l'amélioration de l'efficacité (obtenir des résultats les mieux adaptés aux objectifs visés), puis la construction des capacités des bénéficiaires sur les plans technique, managérial et stratégique et finalement la capacité à s'auto - organiser, à prendre des décisions concertées, à donner une marge de manœuvre et renforcer son pouvoir de négociation face aux autres organisations, à l'administration et au marché.

En milieu rural, la participation se traduit par le *fokonolona* qui détient un certain pouvoir en tant que collectivité de base et les groupements ou groupes d'intérêt qui sont des organisations démocratiques ; ces dernières représentent les intérêts de leurs membres et sont responsables devant eux. Ces groupes constituent de plus en

plus, des forces de proposition vis - à - vis de l'administration et des autorités de l'Etat, en matière de prise de décisions, de gestion de contrôle et de suivi de leurs activités et la vie des populations en général.

7.2.- La responsabilisation des communautés locales

Il est difficile d'envisager un réel développement pour un pays sans une véritable participation de ses citoyens à la gestion des affaires publiques. Madagascar ne déroge pas à cette règle. Si les structures étatiques sont les organisateurs principaux du développement, les acteurs civils en sont les acteurs et les bénéficiaires principaux. Force est de constater que la population en général ne joue pas pleinement leur rôle d'acteurs du développement.

A Madagascar, la politique de transfert de la gestion des ressources renouvelables aux communautés rurales est régie, depuis octobre 1996, par la loi 96 - 025 sur la gestion locale des ressources renouvelables. La gestion des ressources renouvelables (forêts, faunes et flores sauvages aquatiques et terrestres, eaux, territoires de parcours) relevant du domaine de l'Etat ou des collectivités territoriales est transférable.

La loi 96 - 025 fixe le cadre réglementaire des contrats GELOSE (Gestion Locale Sécurisée) passés entre l'Etat, la commune et la communauté rurale de base. Ces contrats couvrent :

- le transfert contractuel de la gestion d'une ressource renouvelable sur un espace communautaire spécifique ;
- la sécurisation foncière relative, c'est-à-dire la constatation publique et contradictoire des occupations foncières individuelles ou collectives de l'ensemble de la zone en question.

L'objectif est de mettre fin à l'accès libre tout en permettant aux communautés rurales d'assumer leurs responsabilités quant aux ressources sur leurs propres terres.

Ces contrats ne peuvent être conclus qu'à la demande volontaire des communautés rurales, et doivent permettre une exploitation et une valorisation des ressources au profit des communautés rurales et de la collectivité. Ce genre de contrat implique une négociation entre le gouvernement central, la collectivité territoriale (commune) et la communauté locale sur la base d'une médiation patrimoniale. Le but de cette dernière est d'éviter que des contrats ne soient conclus de manière trop hâtive ou bâclée à cause d'un déséquilibre flagrant entre les parties contractantes. Une assistance est fournie par un médiateur environnemental agréé choisi par les parties concernées, et aucun acteur de la vie sociale ou économique locale n'est exclu à priori. Ce processus induit forcément une réflexion collective sur l'affectation et l'utilisation à long terme des différentes sections des terres de la communauté. Les contrats sont conclus pour une durée probatoire de trois ans, et sont prolongeables, après un suivi administratif, pour une période de 10 ans.

La commune, cosignataire du contrat, veille à l'exécution des obligations contractuelles. Toutefois, elle doit aussi assurer la protection du monopole d'accès en faveur des membres de la communauté rurale gestionnaire. La GELOSE entérine le droit de jouissance et de gestion de la communauté rurale en qualité d'usufruitier, rendant ainsi légal le légitime. Elle permet aux membres de la communauté rurale de devenir les premiers bénéficiaires et d'agir en tant que forces dynamiques dans le développement local. Elle cherche à faciliter les initiatives locales et à redonner assurance et responsabilités aux acteurs locaux.

L'enjeu majeur est d'asseoir un développement rapide et durable en développant les capacités du capital humain. Dans ces conditions, associer les citoyens au développement local et régional et promouvoir le partenariat entre le public et le privé deviennent incontournable.

Actuellement, la grande majorité des citoyens ne connaissent pas suffisamment leurs droits et leurs obligations pour pouvoir s'impliquer dans ce sens. Dès lors, ils ne peuvent apporter une contribution significative au développement local. Les nombreuses sollicitations participatives au niveau des villages s'apparentent plus à des conventions ou habitudes collectives qu'à la mise en œuvre de mécanismes

démocratiques aboutis. La participation citoyenne est encore à construire, surtout lorsqu'il s'agit d'intérêt commun.

La mauvaise qualité des services publics fournis, l'opacité de la gestion, l'absence d'information, la corruption contribuent à la méfiance des citoyens envers les autorités. Les Maires sont parfois peu coopératifs dès lors qu'il s'agit « de droit de regard » ou de participation à la prise de décision d'entités extérieures aux structures communales, pour ce qui est de la gestion communale.

Les élus communaux font rarement le compte - rendu de leurs réunions ou de leurs actions. Il est de rare de trouver des élus qui sollicitent les avis des électeurs qui les ont mandatés (absence de consultation de la population).

Ici la responsabilisation de la communauté locale se traduit par la décentralisation de la gestion foncière au niveau locale par le biais de la participation de chaque individu ou du *fokonolona* qui peut être défini comme l'ensemble des populations vivant dans le même village, et est la structure de base de la communauté malgache³³ . Ce concept de *fokonolona* tient une place importante dans la vie communautaire en matière de participation.

7.3- Incitation des leaders et de la population de travailler ensemble

Le développement local n'est pas une solution miracle pour les territoires en crise, il n'existe pas de projet de développement transférable d'un territoire à l'autre mais plutôt des trajectoires qui mettent en jeu un processus de transformation sociale dans lequel interviennent et s'imbriquent des facteurs économique, culturel, politique, écologique, ect. Il faut se réveiller, se mettre en mouvement qui se traduit par la volonté de changement et de prise à main de l'avenir du territoire pas ses habitants. Il faut mettre en valeurs les atouts géographiques, économiques, sociaux, culturels ...existant ; les individus capables d'élaborer des initiatives et de les mener à bien (pour faciliter et multiplier les dialogues). Ceci est considéré comme la première étape.

La deuxième c'est la création de l'association, groupement... Pour permettre la mise en réseau des différents acteurs, il est nécessaire de se doter d'outil institutionnel

aux statuts divers (Association, organisme parapublic qui est encore inexistant au niveau de la localité) accompagnant le changement. C'est-à-dire la création de structure chargé de promouvoir les politiques de développement et une transformation des services existants. C'est ici que le pouvoir politique dans un projet de développement pour créer un environnement favorable et favorise les contacts entre les acteurs mobilisés afin de poursuivre les différents. L'intervention des élus locaux ne peut se faire sur un mode autoritaire mais partenarial car la mise en synergie d'une multitude d'acteurs porteurs d'initiative oblige le pouvoir politique à être à l'écoute de ceux-ci à tenir compte de leurs avis afin de ne pas aller à contre courant de leur volonté et occasionner par la même leur retrait par lassitude.

Une fois que le projet de développement global, cohérent et solide a été arrêté, il est temps de procéder à la réalisation pour éviter le retombé de la confiance et l'espérance dans l'incrédulité et la passivité résigné.

La quatrième étape réside dans l'évaluation, le remaniement ou la pérennisation des actions entreprises. Il ne faut pas se reposer sur ses lauriers en ces de succès ou céder au découragement si c'est un échec, mais il faut évaluer l'impact et la pertinence des voies poursuivies afin de capitaliser de l'expérience pour poursuivre et améliorer le redressement du territoire. (Pour plus d'information sur cette théorie de Paul HOUÉE voir l'annexe)

Si l'ensemble de la population réunit leur force avec les potentiel de ressources existant, applique ce théorie à la fois participative et installation d'un réseau de confiance entre population et leader, des changements dans divers domaine serait envisageable dans la commune rurale de Morafeno-Maroantsetra.

7.4.- Sécurisation foncière : incitation des paysans à valoriser le terre

La sécurisation foncière est devenue l'outil incontournable pour augmenter la production en milieu rural et pour que la population puisse exploitez ses terres sereinement. Afin de bien assurer cette sécurité foncière, une réforme foncière est en cours et commence largement à être connue et reconnue vue qu'une politique de maîtrise foncière est lancée avec les Zones d'Investissement Agricole (ZIA).

En outre, la précarité des situations foncières empêche l'investissement étant donné que l'absence d'orientations claires pour la gestion des ZIA et l'insuffisance de mesures incitatives pour amener des agro entrepreneurs à s'installer.

La finalité est une gestion foncière favorable à la production agricole, à l'investissement national et étranger, à la valorisation avec préservation des ressources naturelles, à la mise à disposition d'outils de gestion territoriale et de fiscalité aux CTD, au renforcement de la cohésion sociale principalement au niveau local et communal.

Le cadrage est donné par la politique foncière actuellement mise en œuvre à travers le Programme National Foncier (PNF) et qui s'articule autour d'un cadre législatif rénové, d'un processus de décentralisation de la gestion foncière, de la modernisation des services fonciers et de la formation de nouvelles compétences. L'objectif est d'octroyer des droits de propriété formalisés et garantis pour tous.

Afin de réaliser la sécurisation foncière, il faut :

- restructurer, moderniser et informatiser les conservations foncière et topographique ;
- améliorer et décentraliser la gestion foncière ;
- rénover la réglementation foncière et domaniale ;
- élaborer un programme national de formation aux métiers du foncier.

Par conséquent, la sécurisation foncière est un préalable nécessaire à de nombreuses actions tendant en particulier vers une gestion pérenne non seulement foncière mais également des aménagements hydro - agricoles et environnementaux. Par ailleurs, les actions dans le domaine de l'accès à la terre et de la sécurisation foncière seront intensifiées notamment par le renforcement des services décentralisés et le développement d'un réseau privé de géomètres assermentés.

7.5 : Rôles historiques et ponctuels des travailleurs sociaux

Le travail social est un métier générique pour désigner : un ensemble de métier œuvrant dans le domaine de l'action social au sens large. Il se trouve sur la première place pour gérer, comprendre et aider à résoudre les besoins de ses publics.

En effet les travailleurs sociaux doivent généralement répondre à un ensemble des missions définis par les institutions qui l'emploient, souvent dans le but de faciliter l'insertion d'individu. Il intervient auprès des personnes, des familles, des groupes et des collectivités.

Par ses conseils ou par les projets qu'ils mettent en place ils cherchent à prévenir les inégalités d'accès aux biens et aux services, à faciliter l'adaptation d'individus à leur environnement et à résoudre ou réduire certaines difficultés d'ordre social. Ils aident à clarifier les besoins des personnes, à cerner la source de leur problème, à trouver ainsi à mettre en œuvre les solutions qui leur conviennent, à faire valoir leurs droits, à effectuer des changements sociaux et à influencer les politiques sociaux.

Ils sont en mesure d'intervenir à la fois sur les problèmes, sur ses effets et sur ses origines.

Par ses pratiques de base sur les principes d'autodétermination de réduction des inégalités sociales, d'amélioration de la qualité de vie et de la défense des droits, les travailleurs sociaux tendent à un développement communautaire où chacun aurait pleinement sa place, en rendant les individus acteurs de leur propre développement personnel.

La diversité du domaine de travail des travailleurs sociaux donnent une occasion de partager un style de vie unique, à proximité de la nature, climat, culture... ils peuvent choisir de vivre dans les capitales (grande ville) profiter de l'art, culture, loisir où son milieu de travail est un peu plus spécialisé. Mais ils peuvent aussi choisir parmi un bon nombre des communautés rurales très petites et éloignées où le milieu de travail est plus restreint.

Le travail social est un métier qui tient une place très importante dans les années... il a été reconnue comme des vraies professions d'aide à la population en leur favorisant de développement. Le concept a été très populaire dans les pays développés d'abord, mais après il se repend dans les pays en voie de développement.

Vues ses remarquable progrès depuis ce temps, nul ne doute qu'aujourd'hui le travail social occupe une place stratégique dans le domaine du développement d'un pays ou d'une localité. Tous les politiques sociales national ou local, qu'il s'agit du traitement de chômage, du développement social, de la prévention de délinquance, du logement... place le travail social en premier ligne. Cela est du au fait que ses facultés

d'accompagner les personnes, créer des liens, reconstituer des réseaux de solidarités, ils savent négocier, monter des projets et surtout ils ont une aptitude d'être un acteur de développement investit de très important responsabilité.

Face à cette diversité de travail qu'un travailleur social peut accomplir, une bonne connaissance de culture et une bonne compréhension sont essentiel parce qu'ils doivent être au courant des méthodes traditionnelles de résolution des problèmes employé par la localité où il travail. Ils doivent être habile de trouver des solutions à des divers problèmes (adoption selon les coutumes autochtones) et à la recherche des consensus car une bonne connaissance pratique des problèmes sociales aux quelles les localités font fasse serait un grand atout. En plus il doit savoir les ressources disponibles de la localité (comportement des groupes d'entraide, les travaux communautaire....) pour favoriser la guérison. Il est indispensable de savoir comment fonctionne le gouvernement traditionnel et comment susciter une conscientisation et l'engagement de la communauté pour construire et entretenir une communauté saine en vue de promouvoir un développement durable aux clients. Quoique satisfaisant ce travail apporte beaucoup de stress et épuisant sur le plan émotif car ils doivent faire face à des problèmes intense et parfois très troublant ; heureusement que la formation théorique ainsi que pratique reçus rendent les travailleurs sociaux apte à gérer toutes les situations existantes.

La réalisation et la concrétisation, d'un développement durable et efficace exigent, non seulement la prise d'initiative ; la participation et surtout l'engagement de tout secteur, dans l'intérêt du développement communal et même de notre pays : Afin que chacun prenne ses responsabilités, mais surtout l'enrôlement de tout un chacun pour emmener vraiment notre terrain d'étude de tout un chacun vers un progrès, même si ceci demeure encore un objectif à long terme.

CONCLUSION GENERALE

Il convient de souligner que nous avons rencontré beaucoup de contraintes et de difficultés durant la recherche sur terrain. Une telle entreprise aurait nécessité une étude plus vaste et plus étendue. Toutefois, il s'agit entre autres des défis que ce travail veut lancer. Il nous faut dire aussi que concernant les données statistiques de base sur le phénomène que nous voulons cerner, nous avons eu beaucoup de difficultés à nous en procurer. Le fait est que ces données sont manquantes, ou dans un état inutilisable, et donc non fiables. Il a alors fallu construire notre propre modèle, afin de pallier à cette carence.

Dans le monde rural, la nouvelle image de l'économie nationale a entraîné un impact négatif. Actuellement, Madagascar fait face à une « ruralité appauvrie » qui se vide de sa main d'œuvre. Plusieurs sont les causes de cette déchéance. En effet, dans le milieu, on assiste à une dégradation du revenu. Cette situation est due à la hausse des prix des intrants qui sont devenus inaccessibles aux petits paysans, à la baisse des prix des produits agricoles, à l'émettement des terres à cultiver ainsi qu'à la baisse du salaire réel des ouvriers agricoles.

La difficulté, la cherté du transport des produits, la spéculation des intermédiaires et surtout l'insécurité découragent les paysans à produire. Pour eux, ces crises économiques sont considérées comme le prix inévitable d'une modernité dont ils ne maîtrisent pas le mécanisme. Ces multiples problèmes les conduisent à faire des emprunts auprès des usuriers sans vergogne. De ce fait, pendant les périodes de soudures, la seule solution pour eux est d'abandonner leur lieu d'origine pour une durée déterminée ou définitivement. Dans l'unique espoir de trouver dans les villes du travail et un minimum de stabilité matérielle. Pourtant l'attraction de la ville réserve des surprises amères tels que le chômage, la misère voire même la marginalisation.

Aussi faut-il tenir compte de la négligence volontaire de l'agriculture vivrière depuis la colonisation. C'est ce qui a fait accroître la pauvreté dans le monde rural. Les différents régimes qui se sont succédé au pouvoir n'ont pas accordé assez d'importance à ce secteur agricole. En particulier, l'agronomie vivrière statistiquement du riz connaît alors une politique incompréhensible. Bien qu'en 1960 avec

l'indépendance et pendant la présidence du Président Philibert TSIRANANA, Madagascar était un gros producteur du riz, en 1965, la fin des cinq premières années de l'indépendance voit la première crise grave du riz qui conduit à la Révolution des Paysans dans le Sud, en 1971 et à la crise étudiante en 1972.

Comme tout agir finalisé par l'éthique, le développement durable doit prendre en compte quelques niveaux de réalité. Le mesurable, le comptable, les flux financiers, la technique, la science modifient sans cesse notre environnement. Les choix financiers, techniques, scientifiques ont une influence directe sur l'avenir de notre pays, sur les équilibres micro et macro économiques, la santé, le développement culturel, la vie familiale, etc. Le devoir du dirigeant est ici un travail d'anticipation et de responsabilité. Nous proposons comme démarche « l'heuristique de la peur », qui consiste à entrevoir à chaque étape des actions les conséquences les plus négatives qu'elle pourrait avoir. Cette projection dans l'avenir sur les conséquences de nos actes permet de revenir ensuite dans l'instant présent pour y poser des actes responsables. Cette démarche, pour intéressante et juste quelle soit, a pour inconvénient de nous situer exclusivement dans des scénarios catastrophes.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

1. ALTHABE (G), *Oppression et libération dans l'imaginaire*, Editions François Maspero, 1980
2. ALTHABE (G.), *Circulation Monétaire et Communautés Villageoises Malgaches*, Cahiers Vilfredo Pareto, librairie Droz, Paris, 1970
3. GRAWITZ (M.), *Méthodes des sciences sociales*. — deuxième édition. – Edition Dalloz, 2001
4. OLIVIER DE SARDAN (J.-P.), *L'enquête socioanthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants*, Etudes et Travaux n° 13 Octobre 03
5. PERROUX (F), *L'économie du XXème siècle*, Paris PUF
6. ROCHER (G.), *Culture, civilisation et idéologie*, in Guy Rocher, « Introduction à la sociologie », Première partie : L'action sociale, chapitre 4, pp. 101-127. Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH, 3^{ème} édition, 1995

Ouvrages spécifiques

7. ANDRIAMBELOMIADANA (R), Libéralisme et développement à Madagascar 1992
8. ASCHER (F.), *La société hypermoderne*, Éditions de L'Aube. Coll. essais, 2005
9. BALANDIER (G.), *Réel social et nouvelles démarches. Le lien social en question*, in « les Cahiers internationaux de sociologie », vol. 86, janvier-juin 1989, Paris : Les Presses universitaires de France
10. PAVAGEAU (J.), « *Terre Malgache n° 17* », Juillet 1975
11. RAMAMBAZAFY (J), Moramanga-feu de foret. 17 personnes et pas plus ! jusqu'à quand ?... Tribune de Madagascar, 30.11.2002 Antananarivo.

Documents officiels

12. Banque Mondiale (2002): Présentation de Madagascar. 26.04.2002

13. INSTAT, *Madagascar en chiffres d'après l'enquête prioritaire auprès des ménages en 1997 (EPM)*. Institut national de statistique.
14. REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 2005, Lettre de politique Foncier
15. REPUBLIQUE DE MADAGASCAR, 2008, gouvernance responsable et développement durable Volume 1

Webographies

16. ANGAP, *Parcs et réserves de Madagascar*.<http://www.parcs-madagascar.com>.
17. HOYOIS (G) www colophon.be, article sur la ruralité (consulté en 2010)
18. <http://www4.worldbank.org/afr/poverty/databank/survnnav/..%5C..%5Cpdf%5Cdocnav%5C00333.pdf>
19. <http://www.capfida.mg/site/spip.php?rubrique>
20. [.53http://www.fao-il.org/fao-ilo-labourstatistics/fr/](http://www.fao-il.org/fao-ilo-labourstatistics/fr/)
21. USAID Madagascar overview (march 3, 2007)
http://www.usaid.gov/pub/obj_2002/afr.mg

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	1
PREMIERE PARTIE : LE DEVELOPPEMENT DANS LES PERSPECTIVES NORD/SUD	7
<i>Chapitre 1 : Approche conceptuelle et contextuelle du développement</i>	8
1.1.- Théories sur la ruralité et le développement	8
1.2.- Sécurité foncière sur la productivité agricole	9
<i>Chapitre 2 : Le développement en contexte rural Malgache.....</i>	11
2.1.- Le développement rural.....	11
2.1.1.- Le constat	11
2.1.2.- Les principaux obstacles au développement	12
2.2.- Pertinence du problème au plan local	14
2.3.- Présentation globale du terrain	15
DEUXIEME PARTIE : LE VECU SOCIAL EN CONTEXTE AGRO-MINIER A MORAFENO – MAROANTSETRA	18
<i>Chapitre 3 : Pauvreté rurale et systèmes de survie</i>	19
3.1.- La logique de survie	19
3.2.- Productivité et irrigation des terres.....	22
3.3.- Stratification socio-économique de la population.....	23
3.4.- Groupe socioprofessionnel de la population.....	25
3.5.- Résultat d'enquête	26
<i>Chapitre 4 : Impacts sur le développement humain et stratégie culturalitaire</i>	28
4.2.- Vivre ensemble et développement du non-développement.....	28
4.2.- Appréciations sur l'éducation	29
4.3.- Les accès et activité les plus importants	31
4.3.1.- Le budget des ménages	31
4.3.2.- Absence de participation populaire	32
4.4.- La dimension de genre	34
4.4.1.- Formes d'inégalités sexuées au sein du ménage.....	35
4.4.2.- Position stratégique de la genre féminine	35
5.1.- Les valeurs communes partagées par la population.....	37
5.2.- La modernité	38
5.3.- La hiérarchie	39
5.3.1.- La parenté et la hiérarchie familiale	39
5.3.2.- Hiérarchie politique et hiérarchie sociale.....	39
5.4.- La structure mentale.....	40
TROISIEME PARTIE : PROSPECTIVES D'OPERATIONNALISATION DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT	42
<i>Chapitre 6 : Principes de développement à partir de la base</i>	43
6.1.- Forces et faiblesses	43
6.2.- Les opportunités et les menaces	45
<i>Chapitre 7 : Prérogatives étatiques et non étatiques.....</i>	47
	60

7.1.- Mode de participation à la gestion des biens locaux.....	47
7.1.1.- La participation outil de base du développement	47
7.2.- La responsabilisation des communautés locales	48
7.4.- Sécurisation foncière : incitation des paysans à valoriser le terre.....	51
7.5 -roles historiques et ponctuels des travailleurs sociaux.....	52
CONCLUSION GENERALE.....	56
BIBLIOGRAPHIE.....	58
Ouvrages généraux	58
Ouvrages spécifiques	58
Documents officiels	58
TABLE DES MATIERES.....	60
LISTE DES ABREVIATIONS.....	I
LISTE DES TABLEAUX.....	III
LISTE DES GRAPHES.....	IV
ANNEXES.....	V
CV	XVIII
RESUME.....	XIX

LISTE DES ABREVIATIONS

APE : Association Professionnelles des Entreprises

AR : Ariary

BEST : Bureau d'Etude et Suivi Technique

BV : Bassins Versants

COI : Commission de l'Océan Indien

COMESA: Common Market for Eastern and Southern Africa

CRIIF: Centre de Ressources et d'Informations Foncières

CSB : Centre de Santé de Base

CTD: Colléctivités Territoriales Décentralisées

FERHA: Fonds d'Entretien des Réseaux Hydro Agricoles

GELOSE: Gestion Locale Sécurisée

IDH: Indicateur du Développement Humain

LAE: Lutte Anti - Erosive

MAEP: Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche

MAP: Madagascar Action Plan

MCA: Millenium Challenge Account

MCC : Millenium Challenge Corporation

NTIC : Nouvelles Technologies d'Information et de Communication

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMD : Objectif Millénaire du Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONN : Organisation Nationale de Nutrition

3P : Partenariat Public Privé

PFRDV : Pays à Faible Revenu et à Déficit Vivrier

PI : Périmètres Irrigués

PIB : Produit Intérieur Brut

PLAE : Programme de Lutte Anti - Erosive

PLOF : Plan Local d'Occupation Foncière

PNAEPA : Programme National d'Accès à l'Eau Potable et l'Assainissement

PNF : Programme National Foncier

PSDR : Programme de Soutien pour le Développement Rural

RN: Route Nationale

SADC: South African Development Committee

SBV : Sous Bassins Versants

SIG : Système d'Information de Gestion

USD : United States Dollars

ZIA : Zone d'Investissement Agricole

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : STATISTIQUES DES OUVRIERS DE MINE (CARRIERE)	20
TABLEAU 2 : ACQUISITION DU TITRE FONCIER	21
TABLEAU 3: STRATIFICATION SOCIOECONOMIQUE DE LA POPULATION	25
TABLEAU 4 : SYNTHESE SUR LES RESULTATS D'ENQUETES	26
TABLEAU 5: APPRECIATION SUR L'EDUCATION	30
TABLEAU 6 : INTERET SUR L'AMELIORATION DES CONNAISSANCES	30

LISTE DES GRAPHES

CARTE 1 : PERSPECTIVE GLOBALE DE MAROANTSETRA	16
GRAPHE 1 : PROPORTION DE LA POPULATION PAR CATEGORIE SOCIALE	24
GRAPHES 2 : LES VALEURS PARTAGEES	37

ANNEXES

ANNEXE 1 :GUIDE D'ENTRETIEN.....	VII
ANNEX 2: DONNE CONCERNANT L'ASSOCIATION.....	VIII
ANNEXE 3: DEFINITION DU DEVELOPPEMENT SELON ODILE CASTEL	IX
ANNEXE 4:DEVELOPPEMENT LOCAL ET COMMUNAUTAIRE	XIII
CIRRICULUM VITAE + RESUME.....	XVIII

ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTRETIEN (A SOUMETTRE INDIFFEREMMENT A TOUT L'ECHANTILLON) :

Etat des lieux concernant la Commune

1. La Commune possède-t-elle un PCD ? (à consulter et à obtenir une copie éventuelle)
2. Quels sont les problèmes affrontés par la Commune actuellement ? (financement, logistique, organisation, etc.)
3. Quels sont vos avis concernant :
 - La décentralisation ?
 - Les états des voies de communication ?
 - L'organisation en général dans la Commune ?
4. Comment jugez-vous les moyens disponibles dans le cadre administratif de la Commune ?
5. Quelles sont les potentialités existantes ?

Les réalités vécues dans le contexte communautaire, familial et individuel

6. Êtes-vous propriétaire d'un terrain agricole ou non ? Quel est sa superficie ?
7. Quel sont le produit que vous exploitez ? (en agriculture ou en d'autres activités)
8. Ces produit sont ils vendus ou auto consommé ?
9. Est-ce que vous avez des animaux ? Lesquels ?
10. Quelle est la saison principale de vente de produits ?
11. Qu'est ce que vous pratiquez sur vos terrains de culture ?
12. Avez-vous de reçu de dons ? sa valeur totale ? de qui ?
13. Quelles dispositions adoptez-vous en cas de problèmes ?
 - Financiers ?
 - Sanitaires ?
 - Catastrophes naturelles ?
 - Educationnels ?
 - Autres ?

Les perspectives sur l'organisation

14. Comment se manifeste l'organisation de la communauté ?
 - Au niveau de la production agricole

- Face à un problème

- Autres

15. Êtes-vous membre d'une association ? lequel ?

16. Les activités de cette association apportent-elle de changement dans votre vie quotidienne ? Lesquelles ? Quelles sont les difficultés liées à la gouvernance dans votre localité ?

Les prospectives

17. Quels sont vos souhaits pour améliorer votre mode de vie ?

18. Quels sont les circonstances qui empêchent le développement local ?

- Le poids de l'histoire
- Insuffisance du patrimoine foncier
- Les traditions et rites ancestrales
- Autres.

19. Quels sont les problèmes majeurs existants dans votre commune

20. Quels sont les solutions que vous préconiserez ?

ANNEXE 2 - L'ASSOCIATION

Qu'est-ce qu'une association ?

La loi de 1901 définit l'association comme « la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices ».

La formation d'une association est dominée par un principe de liberté. Chacun peut, librement, avec un tiers consentant, constituer une association. En outre, une grande liberté est laissée à l'association pour rédiger ses statuts.

les caractéristiques principales sont :

- l'association est une convention, un contrat de droit privé entre adhérents. Le texte de référence, ce sont les statuts, et l'adhésion doit être matérialisée par un écrit, bulletin d'adhésion ou carte de membre ;
- l'association déclarée obtient le statut de personne morale lors de la parution au *Journal officiel*. Cette publication lui donne des capacités juridiques : recevoir des dons, acheter et posséder des biens matériels, ouvrir des comptes en banque, passer des contrats de travail, d'assurances, des conventions...
- il n'y a pas d'obligation de déclarer l'association, mais dans ce cas, il n'y a pas la capacité juridique décrite ci-dessus
- l'association est un groupement permanent, c'est-à-dire que même si les membres changent, l'association poursuit son fonctionnement (les contrats restent valides, on ne réécrit pas tous les contrats) ;
- la non lucrativité : l'objet principal de l'association n'est pas la recherche du profit ; c'est pour cela qu'on présente un budget équilibré en début d'année, qui ne prévoit ni bénéfice, ni perte. Toutefois, on peut prévoir dans le budget la création d'une réserve de trésorerie ;
- le non partage des bénéfices : on ne recherche pas les bénéfices, mais, en fin d'année, lorsque l'on compare les recettes d'un côté et les dépenses de l'autre, on peut constater un excédent de gestion. Cet éventuel bénéfice ne doit pas permettre l'enrichissement personnel des membres, ni pendant la vie de l'association, ni à la dissolution ;
- l'objet est sans limite : liberté totale de l'objet associatif, sauf porter atteinte à l'ordre public et être contraire aux lois et aux bonnes moeurs.

Quels sont les caractères d'un projet associatif ?

Le projet associatif se place sous le signe de la liberté : celle de se regrouper pour prendre collectivement une initiative.

Cette liberté joue sur plusieurs caractères. Ils sont mis en valeur selon les finalités de l'association, ils se réalisent différemment suivant la nature du projet. En se référant au premier article de la loi 1901, ces caractères sont :

• le partage et la participation

Du fait de la mise en commun des connaissances et des activités apportées par chacun. Dans cette perspective, l'action de l'association se construit d'abord sur ce que chacun décide librement d'y apporter. Par une démarche collective et une confiance dans ses ressources propres, l'association exprime la volonté de faire ensemble pour trouver une solution.

• un dispositif permanent

Un cadre dont la durée, fixée par les statuts, peut être illimitée. Ce cadre garantit la disponibilité en permanence de moyens d'action adaptés au projet associatif.

• le but

Rien ne limite, ni n'interdit l'invention, l'innovation, l'originalité dans la définition du but de l'association.

• l'égalité

L'égalité dans l'association est celle de co-contractants. Le contrat associatif implique ces trois qualités :

- l'apport de connaissances et d'activités est effectué par tous les associés ;
- la permanence de ces apports est constatée chez tous les associés ;
- le but est le même pour tous les associés.

• la finalité du projet

La finalité du projet (l'éducation populaire, par exemple) apparaît entre elles et peut également faire l'objet d'une marque distinctive, ainsi l'agrément d'éducation populaire ou la reconnaissance d'utilité publique.

Le projet associatif définit la nature, autrement dit « l'objet », et la finalité de l'association.

M III

ANNEXE 3 LE DEVELOPPEMENT

Intervention d'Odile CASTEL : Qu'est ce le développement ?

Qu'est-ce le développement ? Cette question est très vaste, je vais donc me limiter à la présentation de trois points : le développement économique et social, le développement durable, le développement à la base.

1. Le développement économique et social :

Le développement qui peut être défini comme la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme est un processus cumulatif de long terme ayant une finalité.

C'est un processus de long terme, car il est impossible de se développer en quelques années. Il a fallu 3 siècles à l'Angleterre, 2 siècles pour la France, Allemagne et les États-Unis et un bon siècle pour le Japon.

Ce processus a une finalité : l'accroissement du revenu total et du revenu moyen par tête de l'ensemble de la population. Il y a une idée de diffusion du développement à toutes les couches de la population. Le développement englobe donc la croissance économique, mais ne se restreint pas à elle seule. Il peut y avoir croissance sans développement.

Le développement est donc le processus par lequel un pays est capable de connaître une croissance durable, autonome et convenablement répartie entre groupes sociaux et entre individus.

Le développement a donc une dimension économique (la croissance), mais elle est loin d'être suffisante.

Le développement a aussi une dimension sociale extrêmement importante. "Le développement est le fait que les hommes se nourrissent mieux, se soignent mieux, s'instruisent mieux, c'est donc l'évolution au cours de laquelle les besoins fondamentaux de l'homme sont progressivement satisfaits." F. Perroux

Le développement a aussi une dimension éthique. C'est Sen prix Nobel économie en 1999 qui a introduit la dimension éthique dans la notion de développement. Chaque homme a droit à la dignité. C'est le principe de la dignité de la personne humaine : selon lequel un être humain doit être traité comme une fin en soi. Ce principe est fondamental dans le cadre de la coopération, car il impose le respect de l'autre, de ces différences, de ces valeurs. Malheureusement, il est souvent absent. En effet, souvent de façon inconsciente (d'où l'importance d'en prendre conscience) les acteurs du Nord qui mettent en œuvre des actions de coopération avec le Sud imposent leurs valeurs occidentales : les libertés individuelles, la démocratie représentative, idée de citoyenneté... qui sont en contradiction avec les valeurs culturelles non occidentales.

Par opposition les pays dits développés sont ceux qui arrivent à satisfaire les besoins fondamentaux de la grande majorité de leur population. Mais les pays développés n'existent pas dans la réalité, car à priori, il n'y a pas de limite au processus de développement, sachant que les besoins fondamentaux de l'homme évoluent au cours du temps en fonction du niveau atteint par la science. Ainsi, aucun pays n'est parfaitement développé.

Les différents pays du monde se trouvent à un degré différent de développement. Il y a donc une diversité de situation, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Certains sont même inclassables, c'est le cas pour Israël par exemple. Ainsi, la limite entre les pays développés et les pays en développement est extrêmement floue. De plus, la situation des pays évolue au cours du temps. Ainsi des pays qui étaient classés, il y a encore 30 ans dans les pays en développement font partie, aujourd'hui, des pays développés. C'est le cas de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce et le cas le plus spectaculaire le Japon. Le cas inverse, heureusement

Le développement à la base n'est pas une notion nouvelle, elle est apparue dans les années 1930 dans le cadre de la coopération française en Afrique. **Le développement à la base peut se définir comme étant un processus par lequel une société, à un moment de son histoire, s'organise pour une meilleure mobilisation et une meilleure utilisation des ressources et forces dont elle dispose, en vue d'atteindre un état juge meilleur par elle-même conformément à ses aspirations et ses normes culturelles.** A travers le discours officiel, le développement à la base apparaît, non seulement, comme une philosophie d'action mais aussi comme un objectif stratégique s'appuyant sur un certain nombre d'idées fortes. Le développement à la base est perçu comme une condition nécessaire au développement, car c'est un développement centré sur les besoins fondamentaux des populations et sur leur propre capacité d'organisation.

Le développement à la base et l'approche participative sont deux notions à la mode chez les opérateurs du développement. Les opérateurs voient dans l'approche participative un mode d'intervention nouveau répondant aux préoccupations réelles des populations et capable de promouvoir le développement à la base. Les projets de développement doivent être conçus et exécuter par les collectivités de base, notamment par les villages. Le but visé est l'implication d'un nombre significatif de personnes dans des actions visant leur bien-être.

La participation populaire suppose que des conditions morales et sociologiques soient réunies à l'échelle individuelle et collective. Tout d'abord, les besoins sont à exprimer par les populations qui doivent manifester leurs centres d'intérêts et envisager concrètement des initiatives locales. En second lieu, les populations doivent adhérer totalement à l'initiative collective, être physiquement présentes et moralement engagées tout au long de la réalisation du projet. Enfin, l'adhésion doit se traduire par un certain degré d'organisation de la communauté locale. La réussite du projet nécessite, de la part de l'encadrement, une réelle intégration et une grande disponibilité des agents chargés de la mobilisation.

La participation n'est réellement effective que lorsque la mobilisation et l'engagement des populations sont spontanés et que toute la communauté villageoise est impliquée totalement dans le processus de développement à long terme, sans intervention extérieure. Les visites effectuées sur les sites de nombreux projets et les conclusions des missions d'évaluation permettent d'affirmer que lorsque ces conditions ne sont pas réunies, on assiste à certaines formes de participation très préjudiciables à la bonne marche des activités de développement. Schématiquement on peut distinguer trois cas de figure :

- La participation formelle où les populations auxquelles sont destinées les réalisations, se présentent sur les sites pour la forme, sans se sentir réellement concernées par la réussite des opérations.
- La participation imposée qui correspond à une mobilisation effective mais réalisée sous la contrainte où les populations craignent les représailles ou les sanctions de l'administration.
- La participation provoquée où l'initiative vient généralement de l'extérieur mais se traduit néanmoins par un engagement volontaire et responsable des populations.

Les conditions d'une participation volontaire des populations ne sont malheureusement pas remplies dans de nombreux projets et actions de développement. Sur le terrain, l'approche participative se heurte à des facteurs limitant considérablement son impact sur les populations. Premier facteur : La participation de celles-ci est perçue, du point de vue des opérateurs de développement, comme un apport nécessaire pour les seules phases des projets qui demandent qu'une utilisation de main-d'œuvre. Le plus souvent, c'est l'intervention physique qui est sollicitée. Un grand nombre de projets ne sollicitent les populations qu'aux stades d'identification des besoins et surtout d'exécution des opérations. Peu de projets associent les populations dès les stades de la conception, du diagnostic, des phases de suivi des opérations et d'évaluation du projet.

plus rare, s'est produit pour l'Argentine qui était considérée comme un pays développé dans les années 1950 et qui est aujourd'hui classé dans les pays en développement. La hiérarchie des pays en fonction de leur développement économique et social n'est pas immuable et se modifie constamment.

Mais, les pays dit développés servent de référents. Pour se développer, il faut imiter ceux qui ont débuté leur processus de développement économique il y a plus d'un siècle en s'industrialisant. Cette idée est largement répandue faisant du développement des activités économiques notamment industrielles la voie unique de développement. C'est une approche linéaire du développement : les sociétés doivent franchir plusieurs étapes, de la société traditionnelle à la société de consommation, passage obligé pour atteindre un état de maturité. Cette analyse en terme de transition, de la tradition vers la modernité, revient à constater que tous les systèmes économiques évoluent dans un processus de développement comparable et, de ce fait, nie la multiplicité et la richesse des organisations socio-économiques des pays du Sud. Cette négation de la diversité des sociétés puise essentiellement sa légitimité dans le principe dominant d'un modèle de développement universel. Même si cette analyse a été fortement critiquée, elle reste dominante. Elle délégitime de fait toute autre voie alternative de développement dont celle du développement durable.

2. Le développement durable.

La notion de développement durable est d'origine anglo-saxonne, forgé par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature en 1980, il fut réellement vulgarisé en 1987 par le rapport Brundtland de la commission mondiale pour l'environnement et le développement de l'ONU.

Selon le rapport Brundtland, **un développement durable doit répondre aux besoins du présent, sans compromettre la capacité des générations à venir de répondre aux leurs et correspond au devoir des générations actuelles de transmettre un monde vivable, viable et reproductive.** Le droit au développement doit satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement. Cette approche repose, en grande partie, sur la notion de patrimoine naturel composé d'un ensemble de ressources renouvelables, et non renouvelables, qui ont été léguées par les générations passées et qui devront être transmises dans le même état, et si possible bonifiées, aux générations futures.

Cette première approche du développement durable repose essentiellement sur un point de vue environnementaliste qui privilégie largement la notion de durabilité de l'environnement plutôt que celle d'un développement soutenu des activités économiques des pays pauvres.

Le reproche principal formulé à juste titre par les auteurs du Sud à l'encontre de l'approche des organisations internationales en matière de développement durable concerne le lien entre durabilité et pauvreté. Les pays du Nord visent à mettre en place des politiques de protection de l'environnement dont l'objectif est la limitation de l'exploitation des ressources naturelles aussi bien au Nord qu'au Sud, alors qu'au contraire pour les pays du Sud, la nécessité de croissance s'impose et est prioritaire sur les objectifs de préservation et de renouvellement des stocks, car la pauvreté qui sévit dans les pays du Sud est la source principale de la dégradation de l'environnement, dégradation qui devient elle-même, à son tour génératrice de pauvreté.

Il y a donc une contradiction entre le fait de considérer les pays dit développés comme le modèle à suivre et d'imposer une limitation à l'exploitation des ressources naturelles par les pays du Sud.

3. Le développement à la base et l'approche participative.

Deuxième facteur : Des divergences, quant à la forme d'incitation pour une mobilisation massive des populations, existent entre les opérateurs de développement. Certains projets privilégient la distribution gratuite de vivres, d'autres affectionnent les dons de vivres en échange de travail. Il arrive même dans certains cas qu'une mobilisation soit monnayée en échange de numéraire. Il arrive que dans une même zone, pour des actions similaires, plusieurs projets mobilisent des populations avec des moyens différents. Cette situation engendre la méfiance des populations qui ont tendance à comparer les avantages de tel ou tel projet avant de s'engager dans une opération.

Troisième facteur : la participation des populations reste tributaire d'une série d'obstacles sociologiques et culturels parmi lesquels le caractère autoritaire et centralisateur des comités de gestion des projets ou les conflits internes à certaines communautés, les conflits entre cadres de terrain et autorités locales, le poids de la tradition, le statut particulier de certains acteurs privilégiés comme les jeunes et les femmes, les effets pervers de l'aide alimentaire ou, enfin le problème de gestion et de la formation.

Ainsi en dépit des milliards engloutis dans les projets, le discours théorique sur le développement participatif a eu peu d'impact sur le terrain. Ce discours à la mode est utilisé à diverses fins par les acteurs du développement : les pouvoirs publics utilisent les organisations à la base principalement à des fins politiques, les ONG suscitent les sources de financement qui s'empressent de répondre favorablement pour justifier leur présence sur le terrain, les leaders d'opinion et les autorités locales récupèrent à leurs profits les retombées positives des projets. Les populations quant à elles restent confrontées à la misère quotidienne.

Il a lieu de redéfinir les rôles des différents acteurs partenaires en ayant comme objectifs prioritaires : une réelle volonté politique de décentralisation des organes de décision et de gestion des programmes destinés aux populations, une réelle volonté de transfert de compétence dans un souci d'octroyer une véritable autonomie aux organisations de base et une réelle volonté politique de mise en cause des privilégiés exorbitants réservés dans les projets aux partenaires extérieurs notamment les experts, les cadres, les consultants ou les responsables de projets.

En conclusion, il faut insister sur le fait que ces trois approches sont étroitement liées. De nombreuses ONG l'on compris et intègrent dans leur démarche ces trois notions du développement. Malheureusement, les acteurs dominants, FMI et Banque Mondiale, qui imposent des mesures politiques aux gouvernements du Sud, envisagent uniquement le modèle universel et linéaire du développement.

1 Concepts et définitions

1.1 Développement local/communautaire

Le concept de développement local est apparu au cours des années 60 et 70 dans les pays du Nord en réaction aux pratiques dirigistes de l'Etat, fondées sur des logiques sectorielles de filières. Faisant appel au sentiment d'appartenance des habitants à leur lieu de vie, il propose de prendre en compte leurs attentes et de susciter chez eux des initiatives dans tous les domaines pouvant contribuer à lui assurer un développement socio-économique harmonieux. Ce processus passe notamment par une dynamique endogène de mise en valeur des spécificités et ressources locales qui se combine à une dynamique exogène d'ouverture du territoire de nature à permettre son intégration dans des échelons spatiaux supérieurs.

Ainsi en France,

Au début des années 60, l'Etat décide de faire de l'aménagement du territoire une priorité nationale. L'objectif affiché est de remédier aux disparités régionales (entre Paris et la province et au sein même de celle-ci) par une politique volontariste réorganisant « par en haut » les activités économiques selon une logique sectorielle de filières.

Cette vision descendante du développement (les décisions sont prises en haut lieu sans concertation avec les populations concernées) est contestée au cours des années 60 et 70 par divers acteurs locaux qui considèrent que le développement d'un territoire doit prendre en compte les besoins et les aspirations de ses habitants : c'est le développement « par en bas » proclamé par le « mouvement des pays » dont le slogan « Vivre, travailler et décider au pays » résume bien la logique d'autonomie vis-à-vis des centres décisionnels, qu'ils soient politiques ou économiques.

Il s'agit d'abord pour des militants régionalistes (Bretagne, Languedoc...) de revendiquer et construire l'identité de leurs territoires face aux politiques centralisatrices de l'Etat dont ils critiquent le jacobinisme.

Par ailleurs, le « mouvement des pays » peut être appréhendé comme une ambition à la fois culturelle et économique visant à « [...] défendre les activités existantes ou à en implanter localement de nouvelles [...] » afin d'éviter que leur déclin ou leur délocalisation n'occasionne une déstructuration du milieu local.

Enfin, cette mobilisation peut renvoyer à l'expression d'un projet global de développement local, c'est-à-dire à l'articulation des initiatives (aménagement, animation, politique, économie) de diverses catégories de la population dans le but d'élaborer une réponse collective à une situation problématique.

« Le développement local se caractérise comme la mise en œuvre le plus souvent mais pas exclusivement, dans un cadre de coopération intercommunal, d'un projet global associant les aspects économiques, sociaux, culturels du développement. Généralement initié par les élus locaux, un processus de développement local s'élabore à partir d'une concertation large de l'ensemble des citoyens et des partenaires concernés et trouve sa traduction dans une maîtrise d'ouvrage commune. »

« Les pays qui tiennent depuis de nombreuses années sont ceux qui ont su maintenir l'élan initial, pas seulement autour d'une personne ou d'un groupe directeur, mais en diffusant cette volonté dans un nombre toujours croissant de responsables. »⁴²

Dans les écrits sur le développement local, un mot revient constamment : partenariat. Il est fait allusion aux efforts conjugués de différents acteurs (entreprises privées, corporations de développement économique, organismes socio-économiques, médias d'information, maisons d'enseignement, institutions financières) où se retrouvent les fameuses forces vives sur les épaules desquelles repose la responsabilité de mettre de l'avant une stratégie de développement.

Malgré le recours à des programmes gouvernementaux émanant des paliers supérieurs, les maîtres-d'œuvre du plan d'action sont partie prenante du milieu concerné. C'est pourquoi le concept de partenariat évoque la participation des acteurs locaux. Cependant l'allusion au local soulève des ambiguïtés. Qu'entend-t-on par «local»? L'OCDE, dans le cadre de son programme ILE (Initiative locale de création d'emplois) définit le «local» comme un espace ayant une identité, une dynamique propre, des spécificités qui entretiennent des relations d'interdépendance avec des espaces plus vastes (régional, national, mondial) dans lesquels il s'insère. C'est le milieu d'appartenance qui permet à une population de se reconnaître des traits caractéristiques, voire des liens de solidarité et qui exercent une certaine influence sur les changements socio-économiques à la faveur des moyens d'intervention offerts par les institutions gouvernementales et associatives. Ce «milieu» correspondant à un environnement doté d'une connectivité spatiale offrant, à une grande variété d'acteurs, les conditions d'information et les facilités de transactions suffisantes pour assurer la stabilité et les liens entre les différents réseaux (Maillat).

Ceci étant admis, qu'en est-il du développement dit communautaire? Est-on en présence simplement d'une question de sémantique ou existe-t-il bel et bien une distinction entre une stratégie axée sur le développement local et une stratégie se revendiquant de l'approche associée au développement communautaire?

Au début des années 70, alors que les gens du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie se serreraient les coudes pour se constituer les premiers responsables de leur devenir économique, leur interventions - inspirées des expériences américaines mises de l'avant dans les ghettos urbains - renfermaient une forte connotation sociale.

D. Douglas définit le développement économique communautaire comme un ensemble d'actions collectives visant la satisfaction d'intérêts locaux à caractères socio-économiques. Contrairement aux initiatives traditionnelles de développement économique mises en branle par les autorités centrales, la communauté constitue à la fois le sujet et l'objet de la stratégie adoptée.

Ceci étant admis, Tremblay et Ven Schendel inspiré des travaux de l'Institut de formation en développement communautaire (IFDEC)* décèle néanmoins une distinction entre le développement économique communautaire (DEC) et le développement économique local (DEL). En effet, le DEC se caractérise par l'idée de la prise en charge avec une plus forte

qui échappent à ses acteurs et, [qu'] en même temps, il dépend de la capacité de ses acteurs à prendre des initiatives et à monter des projets spécifiques [...] »³⁴.

La première étape de l'animation d'une démarche de développement local, que Paul HOUÉE appelle « [...] le temps d'éveil et de mise en mouvement [...] »³⁵, se manifeste par une volonté de changement et de reprise en main de l'avenir du territoire par ses habitants. Il est dès lors nécessaire d'opérer un bilan de la situation afin d'identifier quels sont les atouts (géographiques, économiques, sociaux, culturels...) du territoire, les individus capables d'élaborer des initiatives et de les mener à bien (cela passe notamment par la multiplication des espaces de dialogue) et l'horizon temporel de celles-ci.

La seconde phase de la démarche de développement, qui consiste à structurer le projet, débute alors. Pour permettre la mise en réseau des différents acteurs, il est nécessaire de se doter d'outils institutionnels aux statuts divers (associations, organismes para-publics...) accompagnant le changement, ce qui se traduit selon Pierre TEISSERENC « [par] la création de structures chargées de promouvoir les politiques de développement local [et par] une transformation des services existants [...] »³⁶. C'est ici qu'intervient le pouvoir politique dans un projet de développement pour créer un environnement favorable autour de celui-ci et favoriser les contacts entre les acteurs mobilisés afin de donner une cohérence d'ensemble aux différents objectifs poursuivis. Il est important de noter que cette intervention des élus locaux ne peut se faire sur un mode autoritaire mais partenarial : la mise en synergie d'une multitude d'acteurs porteurs d'initiatives oblige le pouvoir politique à être à l'écoute de ceux-ci et à tenir compte de leurs avis afin de ne pas aller à contre-courant de leur volonté et occasionner par là même leur retrait par lassitude.

Une fois qu'un projet de développement global, cohérent et solide a été arrêté, il est important de passer à la troisième étape, celle des « [...] premières réalisations [...] si l'on ne veut pas que la confiance et l'espérance [...] retombent dans l'incrédulité et la passivité résignée [...] »⁴⁰.

Une quatrième étape, non évoquée par Paul HOUÉE, réside dans l'évaluation, le remaniement ou la pérennisation des actions entreprises. Une démarche de développement local étant évolutive et continue, il ne faut pas « se reposer sur ses lauriers » en cas de succès ou à l'inverse céder au découragement si elle s'avère être un échec mais évaluer l'impact et la pertinence des voies poursuivies afin de capitaliser de l'expérience pour poursuivre et améliorer le redressement du territoire en développement.

Tout au long de la démarche de développement, de nombreux écueils sont à éviter, au nombre desquels on compte les questions des subventions et de la personnalisation du projet. Comme l'exprime Paul HOUÉE, « [...] les subventions venues d'en haut sont nécessaires, mais elles ne sauraient, à elles seules, assurer le développement [...] »⁴¹. En effet, outre le risque de voir se réaliser des projets élaborés « en haut » sans concertation avec la population, il s'agit de ne pas tomber dans le piège de l'assistanat, qui rend les territoires en développement tributaires d'une manne financière dont la contrepartie réside bien souvent dans l'imposition par le bailleur de fonds d'un calendrier qui peut ne pas correspondre à celui arrêté localement. La question de la personnalisation de la démarche de développement est également importante. Celle-ci doit rester collective afin ne pas en compromettre un jour l'évolution par une appropriation abusive de nature à bloquer l'ensemble du processus :

, le développement local doit prendre à la fois en compte les théories du développement « par en haut » (les choix économiques sont décidés au sommet de l'Etat selon une logique sectorielle fondée sur la dotation inégale en facteurs de production des territoires) et du développement « par en bas » (les ressources d'un territoire, les besoins ressentis par sa population et les initiatives qu'elle prend, combinées aux ressources disponibles, sont à l'origine d'une dynamique de développement) pour être crédible :

« Loin de considérer la dynamique macrosectorielle et la dynamique locale comme étrangères l'une à l'autre, mieux vaut constater qu'elles sont aujourd'hui profondément interdépendantes : le développement local peut créer des milieux de propagation en l'absence desquels l'implantation de grands projets sectoriels risque de conduire à des tensions excessives. »

Pierre TEISSERENC parvient à isoler six caractéristiques relatives au concept de développement local²² :

Un projet de développement local est transversal : il doit intégrer les domaines économique, social et culturel pour que les représentations du territoire et les réalisations économiques interagissent les unes avec les autres.

Les territoires susceptibles de mettre en place un projet de développement local peuvent avoir des tailles et statuts diversifiés : l'important est qu'ils soient des « [...] espaces vécus [...] où l'on peut associer une identité culturelle et une originalité économique [...] »²³.

Un projet de développement local est une démarche collective nécessitant la mise en synergie de tous les acteurs du territoire (élus, entrepreneurs, associations, institutions, travailleurs ...).

Le développement local se fonde en priorité sur les capacités endogènes de production d'un territoire, ce qui n'implique pas une fermeture sur l'extérieur mais au contraire une ouverture propice à des échanges multiples.

Dans une autre définition, Xavier GREFFE nous fournit une définition synthétique du développement local :

« Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies. Il sera donc le produit des efforts de sa population, il mettra en cause l'existence d'un projet de développement intégrant ses composantes économiques, sociales et culturelles, il fera d'un espace de contiguïté un espace de solidarité active. »²⁴

Enfin, il faut souligner le fait que le développement local n'est pas une solution miracle pour les territoires en crise. D'une part, il n'existe pas de projet de développement qui soit transférable d'un territoire à l'autre mais plutôt « [...] des trajectoires [spécifiques] qui mettent en jeu un processus de transformation sociale dans lequel interviennent et s'imbriquent des facteurs économiques, culturels, politiques, écologiques, etc [...] »²⁵. D'autre part, le développement local, s'il est un moyen de contrecarrer les disparités territoriales qu'entraîne le développement « par en haut » du fait de la logique de filières qui le guide, est créateur de nouvelles inégalités dans la mesure où ce ne sont pas tous les territoires qui entreprennent de telles démarches. D'ailleurs, le succès d'un projet de développement local est aléatoire puisqu'il est, comme le souligne Pierre TEISSERENC, « [...] en partie tributaire de décisions

attention aux objectifs sociaux par rapport aux objectifs économiques. Ainsi, le DEC est défini comme une stratégie globale de revitalisation socio-économique d'une communauté marginalisée où, par la valorisation des ressources locales et le recours à des nouvelles solidarités, des organisations et des institutions contrôlées démocratiquement (entreprises alternatives) par des représentants de cette dernière sont créées et facilitent la représentation de la dite communauté à des institutions extérieures qui exercent une influence sur la gestion des ressources locales.

Le DEL est donc défini comme une stratégie par laquelle des représentants locaux des secteurs privé, public ou associatif travaillent à la valorisation des ressources humaines, techniques et financières d'une collectivité en s'associant au sein d'une structure de travail, privée ou publique, dotée d'un objectif central de croissance de l'économie locale.

MILINA Anise Chantal

Porte 368 Ankatso I
101 Tananarive
032 02 728 42 / 033 40 614 11
milinachantal@yahoo.fr
27 ans, Célibataire.

**FORMATION**

- 2010 LICENCE PROFESSIONNEL en Travail Social et de Développement de l'Université de Tananarive
Option : Agent de développement local
- 2004 Baccalauréat série A2, lycée privée ZANATANY Maroantsetra.
- 2002 B.E.P.C

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- 2009 Commissaire aux comptes de l'Association des Etudiants en Formation Professionnalisaante en Travail Social et Développement
- 2008-2007 Délégué de classe des étudiants à la même formation
2006 : Commissaire de logement des étudiants membre de l'A.E.O.M résidants Ankatso II Tananarive.

STAGES

- 2009 Superviseur d'une campagne en vue d'améliorer le système de riziculture des paysans au sein de l'Association FANDRIAKA Maroantsetra.
Organisation et suivi des travaux des animateurs (Animation de masses paysannes sur l'amélioration du système de riziculture) dans les milieux ruraux.
- Juin 2008 Stagiaire au niveau du service Pénitentiaire de Maroantsetra.
Animation et préparation des détenues à leur future réinsertion sociale.
- Aout 2008 Stagiaire au sein du Conseil de Développement d'Andohatapenaka Tananarive
Enquête sociale avant la mise en place de point d'eau potable et suivi du projet déjà existant dans des milieux ruraux.
- Déc. 2007 : Stagiaire au sein de la Commune Rurale d'Anjahana Maroantsetra.
Facilitation de la population à l'accès au service public et participer au travail quotidien de la commune.
- Juillet 2007 : Stagiaire au sein de l'Aumônerie Catholique de Prison à Soavimbahoaka Tananarive.
Distribution des vivres aux détenues le plus malnutris au Prison d'Antanimora et suivi sociale de leur famille.
- Juin 2007 : Stagiaire au sein du centre social Majakasoa ECAR Manjakaray Tananarive.
Enquête et suivi des personnes tuberculeux bénéficiaires du centre.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES : Langue : français courant, anglais
Informatique : maîtrise de Word.

TITRE : DYNAMIQUE DES GROUPES HUMAINS
EN ECOSYSTEME AGRO-MINIER, cas de la
Commune Rurale de Morafeno - Maroantsetra

Nombre de pages : 60

Nombre des références bibliographiques : 21

RESUME

La Commune Rurale de Morafeno se trouve, à l'instar des autres régions rurales de Madagascar, dans les aléas des relations villes-campagnes, qui font que la population se trouve tiraillée entre la modernité et la traditionnalité. En outre, il existe des modes discriminatoires fondés sur les origines ethniques, ancestrales ou encore sur les distinctions riches pauvres. Cette étude cherche à explorer les caractéristiques du concept du vécu humain en contexte rural, à l'heure où Madagascar (comme d'autres pays africains) cherche à consolider sa démocratie et son développement. Dans cette configuration, il existe un schéma de pauvreté, de gestion catastrophique des affaires publiques, mais aussi un tissu des relations et de vécus qui s'établissent de manière intra et intergroupale, qui mérite d'être exploré. Cette présentation vise alors à en donner des pistes de réflexions, pour une promotion du développement efficace, mais aussi pour une vision plus pragmatique des données politiques globales, à savoir les ONG, et les groupements qui se veulent être des interfaces dans le progrès.

MOTS CLES : *développement, modernité, ville, campagne, migration, secteur formel, secteur informel, ruralité, écosystème ...*

Impétrante : MILINA Anise Chantal

Encadreur : RANAIVOARISON Guillaume